

# ROYAUME-UNI. DÉMANTÈLEMENT DU CADRE DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

## AMNESTY INTERNATIONAL : COMMUNICATION POUR LA 41<sup>E</sup> SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, NOVEMBRE 2022 (ANNEXES EN ANGLAIS)

### RÉSUMÉ

Cette communication a été rédigée en mars 2022 pour l'Examen périodique universel (EPU) du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui aura lieu en novembre 2022. Dans ce document, Amnesty International évalue l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations adressées au Royaume-Uni lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne les propositions visant à limiter l'intégration du droit international relatif aux droits humains dans le droit national, la législation antiterroriste portant atteinte à certains droits, la discrimination raciale et les droits des femmes et des filles.

L'organisation étudie également le cadre national de protection des droits humains, y compris l'abrogation probable de la Loi relative aux droits humains ainsi que le renforcement du pouvoir exécutif et la réduction des moyens, juridiques ou autres, de contester les décisions prises par les autorités.

Elle conclut par une série de recommandations à l'intention du Royaume-Uni qui, si elles étaient appliquées, contribueraient à améliorer la situation des droits humains.

## LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Amnesty International est profondément préoccupée par la régression observée en matière de protection et de concrétisation des droits humains au Royaume-Uni depuis le dernier EPU, réalisé en 2017<sup>1</sup>. Sous l'effet cumulé du projet de loi sur la nationalité et les frontières, de la Loi de 2022 relative à la police, aux infractions, aux peines et aux tribunaux, du projet de loi sur le réexamen par une autorité judiciaire et les tribunaux, de l'abrogation en suspens de la Loi relative aux droits humains et des propositions visant une amnistie de fait pour les graves atteintes aux droits humains commises pendant le conflit en Irlande du Nord, *les moyens de s'opposer aux autorités et d'amener l'État à rendre des comptes se trouveraient restreints*<sup>2</sup>.
2. En Irlande du Nord, aucun progrès n'a été accompli non plus pour ce qui est de l'adoption d'une déclaration des droits. En revanche, on constate quelques avancées sur les questions du mariage entre personnes de même sexe et de l'accès à l'avortement<sup>3</sup>.

## LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

3. En 2021, le gouvernement a proposé de remplacer la Loi de 1998 relative aux droits humains par une déclaration des droits<sup>4</sup>, moins protectrice, ce qui affaiblirait considérablement les dispositifs nationaux de protection des droits<sup>5</sup>.
4. La Loi relative aux droits humains intègre dans le droit national les droits inscrits dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), leur donnant ainsi effet, ce que ne ferait pas la nouvelle déclaration des droits. Plus particulièrement, les droits qu'elle contiendrait ne seraient plus des « droits conventionnels », auquel cas il ne serait pas nécessaire de les interpréter selon la jurisprudence de la Cour européenne de Strasbourg. La protection des droits au Royaume-Uni régresserait ainsi jusqu'au niveau où elle se trouvait avant 2000.
5. Il est également proposé de mettre en place un « bouclier démocratique », qui consisterait à ce que le Parlement débâte et vote au sujet de toutes les décisions de la Cour de Strasbourg qui seraient défavorables au Royaume-Uni<sup>6</sup>.
6. Les coupes budgétaires touchant les institutions nationales de protection des droits humains au Royaume-Uni nuisent à l'efficacité et au statut de celles-ci. L'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI) a conclu que les coupes budgétaires concernant la Commission des droits humains d'Irlande du Nord (NIHRC) empêcheraient cette dernière de se conformer pleinement aux Principes de Paris<sup>7</sup> et a décidé de ne pas lui attribuer de nouveau le statut « A ». La GANHRI a vivement recommandé que l'État britannique parvienne à « une position améliorée et durable » avant la fin de la période de report, en 2022<sup>8</sup>.
7. Aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne l'adoption d'une déclaration des droits en Irlande du Nord, que prévoyait l'Accord de Belfast de 1998<sup>9</sup>. La proposition visant à remplacer la Loi relative aux droits humains par une déclaration des droits qui serait moins protectrice que la CEDH porterait grandement préjudice à l'Accord, dans lequel le Royaume-Uni s'est engagé à *achever l'incorporation de la CEDH dans le droit de l'Irlande du Nord*.
8. Un texte de loi a été présenté en vue de restreindre les demandes de réexamen par une autorité judiciaire, qui sont le principal moyen pour les victimes d'atteintes aux droits humains d'obtenir justice<sup>10</sup>. L'accès à la justice avait déjà été limité par les restrictions relatives à l'aide juridictionnelle<sup>11</sup>.

## SITUATION EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

## Lutte contre le terrorisme et application des lois

9. La Loi de 2022 relative à la police, aux infractions, aux peines et aux tribunaux<sup>12</sup> confère des pouvoirs accrus à la police et aux ministres dans le contexte du maintien de l'ordre public, qui pourraient restreindre indûment le droit de réunion pacifique et ancrer encore davantage la discrimination raciale, notamment à l'encontre des communautés du voyage gitanes et roms<sup>13</sup>.
10. Les orientations officielles des pouvoirs publics sur le seuil minimal et les circonstances pouvant justifier l'utilisation de pistolets à impulsions électriques par la police demeurent insuffisantes<sup>14</sup>. Récemment, des cas de personnes mortes après que la police a utilisé une telle arme contre elles ont mis en évidence les risques associés à un usage abusif de ces dispositifs à décharges électriques<sup>15</sup>.
11. La Loi de 2018 relative à la lutte contre le terrorisme et à la sécurité aux frontières a introduit plusieurs mesures draconiennes qui limitent les droits au respect de la vie privée, à la liberté, à la sécurité et à la liberté d'expression, entre autres<sup>16</sup>.
12. La Loi de 2021 relative à la lutte contre le terrorisme et aux peines a modifié les mesures existantes de prévention et d'enquête en matière de terrorisme, rétablissant de fait l'ancien système de contrôle, plus strict<sup>17</sup>. Certaines de ses dispositions peuvent s'apparenter à une privation de liberté et impliquent de restreindre le droit au respect de la vie privée, les droits aux libertés d'expression et d'association, ainsi que le droit de circuler librement, et les changements apportés donneront lieu à des violations<sup>18</sup>.

## Discrimination raciale

13. En 2021, l'État a lancé un examen portant sur l'obligation d'empêcher des personnes de se trouver impliquées dans des actes de terrorisme, au titre de la Loi de 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la sécurité. Le devoir de prévention avait été critiqué, notamment par des experts des Nations unies et des commissions parlementaires britanniques, car il sapait la liberté d'expression et visait les musulman-e-s<sup>19</sup>. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), dont Amnesty International, et des centaines de groupes de musulman-e-s et d'autres communautés ont décidé de ne pas participer à l'examen, qui ne remplissait pas les critères d'impartialité requis et ne permettait pas de collaborer véritablement avec les communautés concernées<sup>20</sup>.
14. L'État continue de nier l'existence d'un racisme institutionnel, comme l'a démontré l'analyse de la Commission sur les disparités raciales et ethniques du Royaume-Uni publiée en 2021, qui a été condamnée dans le cadre des procédures spéciales des Nations unies<sup>21</sup>.
15. La police continue d'utiliser des technologies prédictives qui ont un impact profondément discriminatoire sur les jeunes hommes, en particulier noirs, d'origine asiatique ou appartenant à des minorités ethniques<sup>22</sup>.
27. En dépit des mesures prises tardivement pour corriger l'injustice liée au scandale Windrush<sup>23</sup>, l'État continue de priver de leurs droits à la citoyenneté des milliers de Britanniques, dont la plupart sont nés et ont passé toute leur vie ou presque au Royaume-Uni<sup>24</sup>.
28. Cela coïncide avec des pouvoirs croissants et le recours accru à ceux-ci pour priver des personnes de leur citoyenneté, même lorsque ces personnes se retrouvent ainsi privées de toute nationalité ou de la nationalité du pays auquel elles sont véritablement et concrètement liées<sup>25</sup>.
16. La Loi de 2022 relative à la police, aux infractions, aux peines et aux tribunaux ne fera probablement qu'aggraver la discrimination raciale dans le cadre de l'application des lois et du système pénal dans son ensemble. L'obligation statutaire qu'elle propose d'imposer aux autorités publiques aux fins de la prévention des violences graves, laquelle consisterait à divulguer des informations à la police, porte en elle les mêmes défaillances que les systèmes de profilage des gangs, dont il a été constaté qu'ils sont discriminatoires à l'égard de la communauté noire<sup>26</sup>.

## Droits des personnes réfugiées

17. Le projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières<sup>27</sup> va profondément et systématiquement à l'encontre des obligations internationales qui imposent au Royaume-Uni de respecter, protéger et concrétiser les droits des personnes réfugiées ou demandeuses d'asile, y compris la Convention relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967<sup>28</sup>.
18. Cette attaque contre la Convention relative au statut des réfugiés se fonde sur la volonté du Royaume-Uni d'éviter à tout prix de prendre part à l'accueil de personnes demandeuses d'asile, en rejetant cette responsabilité sur d'autres. Les ministres affirment que les demandes d'asile doivent être déposées dans ce qu'ils appellent les « premiers pays sûrs »<sup>29</sup>. Cette situation est préjudiciable au faible nombre de personnes qui demandent l'asile au Royaume-Uni et le fait que le système d'asile britannique peine à gérer le retard qu'il s'impose lui-même ne fait qu'aggraver le problème<sup>30</sup>.

## Esclavage moderne

19. Le projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières exposera davantage les personnes réfugiées ou demandeuses d'asile à la traite des êtres humains et à l'exploitation<sup>31</sup>. Il contient des mesures qui restreignent la protection et l'appui dont peuvent bénéficier les victimes d'esclavage moderne et érige en infraction l'impossibilité de remplir les critères de procédure imposés à toute personne qui souhaite faire reconnaître son statut de victime<sup>32</sup>.

## Entreprises et droits humains

20. La Loi de 2015 contre l'esclavage moderne contient des obligations de signalement applicables aux entreprises (article 54) dont les déclarations sur l'esclavage moderne manquent de clarté, donnent des indications insuffisantes et ne prévoient pas de véritable suivi ni de mesures d'application, sachant que tous ces points doivent être pris en compte pour accroître la conformité et la qualité<sup>33</sup>.
21. L'impact du système britannique de contrôle des exportations stratégiques sur les droits humains à l'étranger demeure préoccupant<sup>34</sup>, en particulier en ce qui concerne l'octroi de licences et la fourniture de matériel militaire et de sécurité ainsi que de biens, technologies et services connexes<sup>35</sup>. L'État continue d'appliquer un seuil excessivement bas et restrictif s'agissant de l'obligation de prévenir le transfert de matériel militaire et de biens et technologies connexes lorsqu'il existe un risque évident que ces articles puissent faciliter de graves violations du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains, ou y contribuer<sup>36</sup>.

## Manque de transparence et d'ouverture

22. Le Royaume-Uni n'a pas mené d'enquête indépendante dirigée par un-e juge sur la complicité du pays dans la torture et l'extradition de personnes par les États-Unis dans le cadre de la prétendue « guerre contre le terrorisme »<sup>37</sup>. En 2018, la Commission parlementaire sur le renseignement et la sécurité (ISC), chargée d'enquêter sur les nombreux éléments tendant à prouver des violences, a indiqué que ses conclusions étaient nécessairement incomplètes car les autorités l'avaient empêchée d'interroger plusieurs témoins<sup>38</sup>. En 2019, l'État a annoncé qu'il n'était pas nécessaire (ni obligatoire légalement) de mener une enquête plus approfondie<sup>39</sup>.
23. En 2019, l'État a publié une version actualisée des *Principes relatifs à la détention et à l'audition de personnes détenues à l'étranger ainsi qu'à la communication et à la réception d'informations concernant ces personnes*<sup>40</sup>. Malgré cela, le Royaume-Uni ne respecte toujours pas ses obligations relatives aux droits humains, notamment compte tenu du manque de clarté quant au fait que les ministres considèrent ou non qu'il est à leur discrétion d'autoriser des mesures dont ils savent ou pensent qu'elles donneront lieu à des actes de torture<sup>41</sup>.

24. Les gouvernements qui se sont succédé au Royaume-Uni depuis plus de 20 ans n'ont pas mis en place de mécanisme complet et respectueux des droits humains pour gérer les suites du conflit en Irlande du Nord. L'Accord de Stormont House (2014), conclu à l'issue de longues négociations avec le gouvernement irlandais et les cinq principaux partis politiques d'Irlande du Nord, a tracé, en allant un peu plus loin, une voie à suivre pour que le Royaume-Uni remplisse ses obligations dans le domaine des droits humains<sup>42</sup>.
25. Cependant, l'État britannique a décidé unilatéralement de ne pas respecter l'Accord de Stormont House. En juillet 2021, il a publié un projet visant à légiférer en faveur d'une amnistie *de facto* pour les graves violations des droits humains commises pendant le conflit : le document présente une législation qui mettrait fin à toutes les « activités judiciaires » liées au conflit en Irlande du Nord, comme les poursuites, instructions, actions civiles et enquêtes en cours et futures<sup>43</sup>. Ces propositions vont à l'encontre des obligations nationales et internationales du Royaume-Uni en matière de droits humains, interfèrent indûment avec le système judiciaire et sapent l'état de droit<sup>44</sup>.

### **Droits des femmes et des filles**

26. La Loi de 2021 relative aux violences domestiques ignore presque entièrement les besoins particuliers des femmes migrantes<sup>45</sup>, qui ne disposent toujours d'aucun moyen sûr pour signaler des violences domestiques à la police sans craindre l'intervention des services de l'immigration, et n'ont que peu de manières de régulariser leur situation migratoire et d'obtenir des fonds publics, pourtant essentiels pour bénéficier d'une place dans un refuge et d'autres services de soutien.
27. Le Royaume-Uni n'a toujours pas ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), bien qu'il ait annoncé qu'il le ferait<sup>46</sup>.
28. L'adoption de la Loi de 2022 relative à la police, aux infractions, aux peines et aux tribunaux suscite des inquiétudes pour les personnes qui ont subi des violences liées au genre ou risquent d'en subir. En effet, la disposition sur l'« extraction d'informations » donnerait à la police le pouvoir de fouiller dans les courriels et les appels téléphoniques accumulés pendant plusieurs années par les victimes, lesquelles se trouveraient alors face à un choix impossible : la recherche de la justice ou la protection de leur vie privée. De plus, celles-ci risqueraient d'être de nouveau victimes du fait même des services qui sont censés les protéger<sup>47</sup>.

### **Personnes transgenres ou non binaires**

29. L'État britannique n'a pas réformé la Loi relative à la reconnaissance du genre de façon à permettre aux personnes de s'identifier elles-mêmes et à supprimer les critères médicaux déshumanisants que les personnes transgenres ou non binaires doivent remplir pour que leur genre soit reconnu légalement<sup>48</sup>.

### **Santé et droits en matière de procréation**

30. En juin 2018, la Cour suprême du Royaume-Uni a statué que la législation de l'Irlande du Nord en matière d'avortement était contraire à l'article 8 de la CEDH car elle n'autorisait pas l'avortement en cas de viol, d'inceste ni de malformation mortelle du fœtus<sup>49</sup>.
31. En juillet 2019, le Parlement britannique a adopté la Loi relative à la formation de l'exécutif en Irlande du Nord. Ce texte a abrogé les articles 58 et 59 de la Loi de 1861 relative aux infractions contre des personnes et l'avortement a été dépenalisé à compter du 22 octobre 2019. Le règlement de 2020 relatif à l'avortement (Irlande du Nord) est entré en vigueur le 31 mars 2020<sup>50</sup>.
32. En juillet 2021, le ministre de la Santé de l'Irlande du Nord n'ayant pas mis en place de services conformes au nouveau cadre ni débloqué les fonds nécessaires, le secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord a enjoint aux autorités de mettre à disposition des services d'avortement en Irlande du Nord dans les meilleurs délais, et le

31 mars 2022 au plus tard. Le 24 mars, il a confirmé que le gouvernement britannique avait entrepris d'élaborer une nouvelle réglementation pour mettre en place directement des services d'avortement si aucune avancée concrète n'était réalisée après les élections de mai 2022 à l'Assemblée d'Irlande du Nord<sup>51</sup>.

### **Droit à un logement convenable**

33. En dépit des progrès considérables accomplis dans le droit, les politiques et la pratique sur les questions du logement et de la privation de logement, les autorités locales ne sont toujours pas tenues de fournir un logement à toutes les personnes sans-abri ou menacées de l'être : elles n'ont l'obligation statutaire de trouver un logement qu'aux ménages « statutairement sans abri ». Il s'agit des personnes libres de toute restriction en matière d'immigration (« admissibles »), ayant un « besoin prioritaire » et « privées de logement de manière non intentionnelle ». En 2020-2021, il y avait environ 22 000 ménages sans abri considérés comme n'ayant pas de « besoin prioritaire » ou étant « intentionnellement » sans abri<sup>52</sup>.

## **RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN**

### **Amnesty International appelle le gouvernement du Royaume-Uni à :**

#### **Cadre de protection des droits humains**

34. Abandonner toutes les propositions visant à remplacer la Loi de 1998 relative aux droits humains par une déclaration des droits et s'engager à continuer d'incorporer les droits consacrés par la CEDH dans le droit national ;
35. Légiférer en vue de supprimer la présomption en faveur de décisions non rétroactives rendues en vertu de la future loi relative au réexamen par une autorité judiciaire et aux tribunaux, et veiller à ce que ces recours ne soient employés que dans des circonstances exceptionnelles pour servir l'intérêt de la justice et fournir un recours effectif à toutes les personnes concernées ;
36. Fournir des fonds suffisants à toutes les institutions nationales de protection des droits humains et veiller à ce qu'elles ne fassent pas l'objet d'une surveillance financière qui risquerait de nuire à leur indépendance et à leur capacité de promouvoir et de renforcer les droits humains ;

#### **Lutte contre le terrorisme et application des lois**

37. Abroger la troisième partie (ordre public) de la Loi de 2022 relative à la police, aux infractions, aux peines et aux tribunaux, qui restreint les manifestations pacifiques légitimes sans que ces restrictions soient proportionnées ni nécessaires, aient un fondement juridique ni soient compatibles avec les obligations internationales du Royaume-Uni en matière de droits humains ;
38. Prendre des mesures significatives pour éliminer le racisme dans le contexte du recours à la force par la police, y compris dans l'utilisation des pistolets à impulsions électriques ; renforcer les directives relatives aux pistolets à impulsions électriques pour que ceux-ci demeurent un dispositif spécialisé faisant partie d'un arsenal d'armes à létalité réduite et que leur emploi soit limité à des situations dans lesquelles une vie est menacée et qui ne peuvent être gérées par des moyens moins extrêmes ;
39. Modifier la Loi de 2018 relative à la lutte contre le terrorisme et à la sécurité aux frontières de façon à éliminer les infractions relatives à l'entrée et au séjour dans une zone donnée et les dispositions qui élargissent les infractions liées à l'expression ; supprimer les nouveaux contrôles dans les ports et aux frontières qui, en vertu de la Loi de 2000 relative au terrorisme, permettent d'arrêter des personnes en l'absence de tout soupçon au motif qu'elles participeraient à une activité étatique hostile ;
40. Lever les mesures de prévention et d'enquête en matière de terrorisme, ou annuler les changements régressifs, en rétablissant les normes relatives à l'administration de la preuve en vigueur précédemment, le nombre maximal de fois où une décision peut être renouvelée et le nombre maximal d'heures de couvre-feu ;

### **Discrimination raciale**

41. Abandonner l'approche qui consiste à nier le racisme institutionnel ;
42. Réformer l'obligation de divulgation dans le cadre de la prévention des violences graves qui figure dans la Loi relative à la police, aux infractions, aux peines et aux tribunaux afin de maintenir la protection des données et abandonner l'approche dirigée par la police ; supprimer l'introduction des ordonnances de réduction des violences graves ;
43. Veiller à ce que les droits à la citoyenneté soient accessibles à tou-te-s les Britanniques en levant les obstacles qui entravent l'enregistrement de la citoyenneté, notamment les frais et les critères de bonne moralité ;
44. Restreindre les pouvoirs qui permettent de retirer la citoyenneté, notamment en veillant à ce qu'aucune personne ne se retrouve apatride ni privée de la nationalité du pays avec lequel elle a des liens étroits ;

### **Droits des personnes réfugiées**

45. Supprimer les dispositions relatives à l'asile qui figurent dans le projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières ;
46. Affirmer l'engagement du Royaume-Uni à l'égard de la Convention relative au statut des réfugiés et partager avec d'autres pays la responsabilité d'offrir l'asile, y compris en mettant en place des voies légales et sans danger pour les personnes qui souhaitent demander l'asile au Royaume-Uni (en particulier celles qui ont de la famille dans ce pays ou des liens étroits avec lui) ;

### **Esclavage moderne**

47. Supprimer les dispositions relatives à l'esclavage moderne du projet de loi sur la nationalité et les frontières qui restreignent l'appui et la protection dont peuvent bénéficier les victimes d'esclavage moderne au Royaume-Uni ;

### **Entreprises et droits humains**

48. Faire de l'obligation de rendre compte de la transparence des chaînes d'approvisionnement qui figure dans la Loi de 2015 relative à l'esclavage moderne une obligation de diligence en matière de droits humains afin de s'assurer que les entreprises luttent plus efficacement contre ces pratiques ;
49. Réviser le système de délivrance de licences d'exportation dans les domaines stratégiques pour empêcher le transfert de matériel militaire ainsi que de biens, technologies et services connexes lorsqu'il existe clairement un risque que ceux-ci servent à commettre ou à faciliter de graves violations du droit international relatif aux droits humains ; introduire une obligation de formation officielle dans le cadre du système de délivrance de licences d'exportation ;

### **Manque de transparence et d'ouverture**

50. Mener, sous la houlette d'un-e juge, une enquête indépendante et respectueuse des droits humains sur les allégations selon lesquelles le Royaume-Uni aurait soumis des personnes détenues à l'étranger à des violences ;
51. Abandonner l'approche unilatérale et extrêmement préoccupante adoptée pour gérer les suites du conflit en Irlande du Nord et revenir à l'Accord de Stormont House qui, en allant un peu plus loin, montre la voie à suivre pour que le Royaume-Uni remplisse ses obligations en matière de droits humains ;

### **Droits des femmes et des filles**

52. Faire en sorte que *toutes* les victimes de violences domestiques puissent accéder équitablement à un soutien, des prestations sociales et des outils juridiques qui les protégeraient des violences, sans discrimination d'aucune sorte, y compris fondée sur le statut migratoire ;

53. Ratifier sans délai la Convention d'Istanbul ;

**Personnes transgenres ou non binaires**

54. Réformer immédiatement la Loi relative à la reconnaissance du genre dans toutes les parties du Royaume-Uni, sur la base des normes internationales relatives aux droits humains ;

**Santé et droits en matière de procréation**

55. Mettre en place de toute urgence des services d'avortement en Irlande du Nord qui soient conformes au nouveau cadre ;

**Droit à un logement convenable**

56. Modifier la Loi de 1977 relative au logement (personnes sans abri) de façon à supprimer les critères de « besoin prioritaire » et d'« intentionnalité » pour ce qui est de déterminer qui peut prétendre à un logement, et veiller à ce que les personnes sans abri et dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins se voient fournir un logement, en accordant la priorité à celles qui sont les plus exposées au risque de violences, d'exploitation et d'autres violations des droits humains.



## ANNEX 1

# KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

*United Kingdom: Weakening Protections: Amnesty International submission for the UN Universal Periodic Review – 27th Session of the UPR Working Group, 13 January 2017*

<https://www.amnesty.org/en/documents/eur45/5488/2017/en/>

*United Kingdom: Amnesty International urges the United Kingdom to preserve current human rights protections. Human Rights Council adopts Universal Periodic Review outcome on the United Kingdom, 10 October 2017*

<https://www.amnesty.org/en/documents/eur45/7255/2017/en/>

*United Kingdom: Submission to the UN Committee against Torture, 22 March 2019*

<https://www.amnesty.org/en/documents/eur45/0096/2019/en/>

*United Kingdom Unable to champion human rights globally when ‘unravelling’ them at home – Annual Report, 29 March 2022* <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/uk-unable-champion-human-rights-globally-when-unravelling-them-home>

## ANNEX 2

# MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|-----------|--|--|
| <b>Theme: A12 Acceptance of international norms</b>  |           |  |  |
| 134.3 Consider ratifying those international human rights instruments that the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland has not yet ratified (Uganda);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | A12 Acceptance of international norms<br><b>Affected persons:</b><br>- general                     |  |
| 134.4 Step up the process of reviewing the reservations made to the international human rights treaties (Belarus);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | A12 Acceptance of international norms<br>A13 Reservations<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation    |
|---|-----------|---|---|
| 134.43 Ratify the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (the Istanbul Convention) (Italy);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | A12 Acceptance of international norms<br>D29 Domestic violence<br>F13 Violence against women<br><b>Affected persons:</b><br>- women | Not met   |
| 134.44 Ratify the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (Montenegro);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | A12 Acceptance of international norms<br>D29 Domestic violence<br>F13 Violence against women<br><b>Affected persons:</b><br>- women | Not met   |
| 134.45 Ratify the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (Spain);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | A12 Acceptance of international norms<br>D29 Domestic violence<br>F13 Violence against women<br><b>Affected persons:</b><br>- women | Not met   |
| 134.46 Ratify the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (Istanbul Convention) (Turkey);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | A12 Acceptance of international norms<br>D29 Domestic violence<br>F13 Violence against women<br><b>Affected persons:</b><br>- women | Not met   |
| 134.48 Make the necessary legal, policy and practice-related changes to enable the ratification of the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (Istanbul Convention) and dedicate sufficient resources to central, devolved and local authorities to ensure its effective implementation (Finland);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | A12 Acceptance of international norms<br>D29 Domestic violence<br>F13 Violence against women<br><b>Affected persons:</b><br>- women | Not met - the necessary changes remain incomplete |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|---|-----------|--|--|
| 134.47 Pursue its efforts towards ratification to become a State party to the Istanbul Convention in the near future (Bosnia and Herzegovina);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | A12 Acceptance of international norms<br>F13 Violence against women<br>D29 Domestic violence<br><b>Affected persons:</b><br>- women  | Not met  |
| <b>Theme: A22 Cooperation with treaty bodies</b>  |           |  |  |
| 134.54 Pursue cooperation with the international human rights mechanisms (Côte d'Ivoire);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | A22 Cooperation with treaty bodies<br>A24 Cooperation with special procedures<br>A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR)<br>A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |
| <b>Theme: A41 Constitutional and legislative framework</b>  |           |  |  |
| 134.57 Align its norms to the human rights based approach in light of the new challenges faced (Peru);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | A41 Constitutional and legislative framework<br>A42 Institutions & policies - General<br><b>Affected persons:</b><br>- general   |  |
| 134.63 Continue to be engaged in open and inclusive public debates on ensuring the most effective domestic implementation of international and regional human rights standards, with full account of universally guaranteed rights and freedoms (Serbia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | A41 Constitutional and legislative framework<br>A42 Institutions & policies - General<br><b>Affected persons:</b><br>- general   | A  |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation   |
|--|-----------|--|--|
| <p>134.62 Ensure that all laws and policies adopted are in conformity with international human rights law and standards, including on the fight against terrorism (Botswana);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Supported | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>B8 Human rights &amp; counter-terrorism</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>                  | Not implemented. A raft of new legislation includes provisions which are not in keeping with international human rights law and standards including in the fight against terror. |
| <b>Theme: A43 Human rights policies</b>  |           |  |  |
| <p>134.211 Respect the principles and purposes of the Charter of the United Nations (Syrian Arab Republic);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Supported | <p>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>   |  |
| <p>134.133 Consider including in its next universal periodic review report information on measures it has taken to analyse potential risk factors of atrocity crimes including through utilizing the United Nations Framework of Analysis for Atrocity Crimes (Rwanda);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>A43 Human rights policies<br/>D1 Civil &amp; political rights</p> <p>- general measures of implementation</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p> |  |
| <b>Theme: A61 Cooperation with civil society</b>   |           |  |  |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation   |
|---|-----------|--|--|
| <p>134.55 Take into consideration the opinion of civil society and its role in supporting the decision-making process, particularly with regard to the implementation of recommendations presented to them during the universal periodic review session, additionally, listen to the British human rights organizations and support their role, in particular, in the light of the interest of the Government in the situation of organizations in other States (Egypt);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>A61 Cooperation with civil society</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>  | Partly Implemented. There has been some extremely limited engagement with civil society in the UPR process, and little to nothing on implementation other than in some subject specific areas. |
| <b>Theme: B31 Equality &amp; non-discrimination</b>   |           |  |  |
| <p>134.81 Further reinforce measures to combat all forms of discrimination and inequality (Georgia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>   |  |
| <p>134.106 Prosecute perpetrators of hate crimes against vulnerable groups (Pakistan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> |  |
| <p>134.108 Continue to closely monitor the hate crime and discrimination cases, following the implementation by the United Kingdom Government of the newly launched Hate Crime Action Plan of 2016 (Romania);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> |  |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation  |
|---|-----------|---|---|
| <p>134.113 Prepare a report on the impact of the “Hate Crime Action Plan” with the view to assess concrete results (Turkey);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  |   |
| <p>134.118 Address racial discrimination, xenophobia and hate crimes by further strengthening effective legislative and judicial measures (Bangladesh);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>B32 Racial discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>                                 | <p>Not met. Police crime and sentencing Bill – specifically new serious violence duty on public authorities, new criminal measure such as Serious Violence Reduction orders and restrictions on unauthorised encampments will increase racial discrimination on already over policed marginalised groups.</p> |
| <p>134.92 Strengthen and activate existing laws and legislation in the field of combating discrimination and all forms of racism and make further efforts to combat discrimination against Gypsies, nomads and Roma (Lebanon);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>B32 Racial discrimination</p> <p>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> | <p>Not met – Roma community organisations have warned that the Police, Crime, Sentencing and Courts Bill will significantly negatively impact them. The Home Office Equality Impact Analysis of the legislation found this was the case but said it “justified.”</p>  |
| <p>134.83 Ensure equality and non-discrimination in the current legislation through due compliance with measures to fight against prejudices, xenophobia and violence against women and girls (Paraguay);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                      | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>F12 Discrimination against women</p> <p>F13 Violence against women</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- women</p>  | <p>Not met</p> <p>See above – Police Crime and Sentencing Bill</p>  |
| <p>134.105 Continue to strengthen data collection to better understand the scale and severity of hate crimes, in order to assess the impact of the Hate Crime Action Plan (Netherlands);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                                       | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p>A62 Statistics and indicators</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>   |   |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|--|-----------|---|--|
| 134.97 Take effective measures to prevent manifestations of intolerance on the grounds of nationality and race (Russian Federation);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | B31 Equality & non-discrimination<br>B32 Racial discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups |  |
| 134.102 Take additional serious measures to eliminate race enmity on the ground, which leads to hate crimes (Kyrgyzstan);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | B31 Equality & non-discrimination<br>B32 Racial discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups |  |
| 134.116 Redoubling efforts and measures to combat hate crimes and xenophobia (Lebanon);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | B31 Equality & non-discrimination<br>B32 Racial discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups |  |
| 134.120 Continue strengthening measures to combat prejudices and punish crimes motivated by xenophobia (Chile);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | B31 Equality & non-discrimination<br>B32 Racial discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups |  |
| 134.122 Adopt measures aimed at combating racism and hate crimes, in addition to strengthening and ensuring access to fair and effective mechanisms for reparation for the victims of such violence (Ecuador);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | B31 Equality & non-discrimination<br>B32 Racial discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups |  |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|-----------|---|--|
| <p>134.123 Take effective and quick measures to combat hate speech, Islamophobia, racial aggressive acts that are on the increase in the society, and commit to addressing the long-term consequences (Egypt);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>B32 Racial discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  |  |
| <p>134.100 Ensure efficient implementation of the new “Hate Crime Action Plan” in order to reduce racially and religiously aggravated crimes (Israel);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>B32 Racial discrimination<br/>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  |  |
| <p>134.112 Continue efforts towards combating racism and hate speech against foreigners through disseminating a culture of dialogue and cooperation among religions and civilizations (Tunisia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>               | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>B32 Racial discrimination<br/>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups<br/>- non-citizens</p>                         |  |
| <p>134.87 Review and strengthen current policies and initiatives to combat societal discrimination against members of racial, religious and ethnic minority groups (United States of America);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                 | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>B32 Racial discrimination<br/>D42 Freedom of thought, conscience and religion<br/>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general<br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> |  |



| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|-----------|--|--|
| <p>134.101 Continue to implement measures such as promoting cultural understanding toward the eradication of hate crime against social minorities (Japan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                                  | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>B32 Racial discrimination<br/>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  |  |
| <p>134.99 Adopt measures to condemn racist rhetoric and hate speech, and apply specific measures on the integration and inclusion of migrants aimed at the population at large (Guatemala);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>B32 Racial discrimination<br/>G4 Migrants</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- migrants</p>  |  |
| <p>134.115 Adopt effective measures to combat crimes based on religious hate and facilitate access to justice to minority groups (Angola);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>B51 Right to an effective remedy<br/>D42 Freedom of thought, conscience and religion<br/>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> |  |
| <p>134.103 Take appropriate measures against the sharp increase in all hate-related violent crimes especially involving young people (Maldives);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>D31 Liberty and security - general</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  | F Ac   |
| <p>134.104 Improve the systems of identification of potential targets and vulnerable communities, enhance surveillance and implement protection measures to address hate crimes (Maldives);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>D31 Liberty and security - general</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  |  |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|-----------|---|--|
| <p>134.114 Take further steps to halt and reverse the increase in the number of violent hate crimes (United States of America);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>D31 Liberty and security - general</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>   |  |
| <p>134.117 Continue working to improve the services given to the victims of discrimination and hatred, especially religious hatred, and continue in raising awareness about this crime (Bahrain);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>D42 Freedom of thought, conscience and religion</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  |  |
| <p>134.110 Continue to refine its policies to counter hate crimes in communities, particularly those motivated by race and religion, and to share its best practices with other Member States (Singapore);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>D42 Freedom of thought, conscience and religion<br/>B32 Racial discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  |  |
| <p>134.111 That the United Kingdom Government, parliamentarians, human rights institutions and civil society organizations continue to work closely together in order to ensure that vulnerable groups such as ethnic and religious minorities, refugees and migrants are better protected against hate speech and hate-related crime and that they are provided with greater certainty and legal protection (Thailand);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>D42 Freedom of thought, conscience and religion<br/>G4 Migrants<br/>G5 Refugees &amp; asylum seekers<br/>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- migrants<br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups<br/>- refugees &amp; asylum seekers</p> |  |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation   |
|---|-----------|--|--|
| <p>134.174 Step up efforts to promote racial equality and social inclusion in the education system in Northern Ireland (Botswana);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>E51 Right to education - General<br/>S04 SDG 4 - education</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>                |  |
| <p>134.96 Adopt comprehensive anti-discrimination measures, to promote equal political, social and economic rights of women of ethnic minorities (Republic of Korea);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                                      | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>F12 Discrimination against women<br/>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- women<br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> | <p>Women from ethnic minorities continue to be invisibilised in senior roles across the public and private sector. According to the most recent research available by the Fawcett Society and Manchester University, for Bangladeshi and Pakistani women the aggregate gender pay gap with White British men stands at 26.2 per cent, while for Black African women the gap is 19.6 per cent. Further regulation and comprehensive reporting on pay gaps is required from companies operating in the UK.</p>   |
| <p>134.90 Ensure that the Government of the United Kingdom takes all necessary steps to prevent all kinds of discrimination directed at minorities in the community namely the Roma community (Indonesia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>  | <p>Not met – Roma community organisations have warned that the Police, Crime, Sentencing and Courts Bill will significantly negatively impact them. The Home Office Equality Impact Analysis of the legislation found this was the case but said it “justified.”</p> <p>New statutory duty on public authorities to reduce serious violence and new criminal sanctions such as serious violence reduction orders will increase racial discrimination. Home office Equality impact assessment concluded that it was likely members of the Black community would be disproportionately impacted but was justified in the circumstances</p> |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation   |
|---|-----------|---|--|
| 134.98 Take the necessary measures to deepen awareness with regard to minorities and foreigners in order to prevent them from suffering acts of violence and discrimination (Argentina);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | B31 Equality & non-discrimination<br>G1 Members of minorities<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups  |  |
| 134.84 Dedicate more resources to fight against negative stereotypes in the media, against the most affected minority groups (lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons, Gypsies, Muslims, refugees and persons granted asylum) (Spain);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | B31 Equality & non-discrimination<br>G1 Members of minorities<br>G5 Refugees & asylum seekers<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups<br>- refugees & asylum seekers | Not Met – A landmark report by the Centre for Media Monitoring analysing over 48,000 online articles and 5,500 broadcast clips from UK media and revealed almost 60% of online media articles and 47% of television clips associate Muslims and/or Islam with negative aspects or behaviour. LGBT+ anti-violence charity Galop found that as a result of transphobia, more than half of transgender people in the UK feel less able to go outside. |
| 134.121 Effectively guarantee the rights of refugees and migrants and make substantive progress in the fight against hate crime (China);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | B31 Equality & non-discrimination<br>G4 Migrants<br>G5 Refugees & asylum seekers<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants<br>- refugees & asylum seekers   | Not met – Refugee organisations criticised many measures introduced in the Nationality and Borders Bill.   |
| <b>Theme: B6 Business &amp; Human Rights</b>  |           |   |  |
| 134.80 Intensify its efforts to provide oversight over British companies operating abroad with regard to any negative impact of their activities on the enjoyment of human rights, particularly in conflict areas, which includes situations of foreign occupation, where there are heightened risks of human rights abuses (State of Palestine);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | B6 Business & Human Rights<br><b>Affected persons:</b><br>- general   |  |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation  |
|--|-----------|--|---|
| 134.132 In the context of the defence of the right to life, carefully assess the transfer of arms to those countries where they are likely to be used for human rights abuses and violations (Peru);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | B6 Business & Human Rights<br>D21 Right to life<br><b>Affected persons:</b><br>- general   | Not met. After the UK high court ruled sales of weapons and related equipment to Saudi Arabia used in the Yemen war were unlawful. UK government resumed transfers of weapons to Saudi in June 2020 |
| <b>Theme: B8 Human rights &amp; counter-terrorism</b>  |           |  |   |
| 134.128 Review counter-terrorism measures which target individuals or groups based on race, ethnic background or religion, including Muslims or Muslim communities (Malaysia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                       | Supported | B8 Human rights & counter-terrorism<br>D42 Freedom of thought, conscience and religion<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups                                |   |
| <b>Theme: D1 Civil &amp; political rights - general measures of implementation</b>   |           |  |   |
| 134.134 Train public officials in human rights, in particular the police and the military, including on the excessive use of force (Ecuador);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | D1 Civil & political rights - general measures of implementation<br>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment<br><b>Affected persons:</b><br>- law enforcement / police officials<br>- military staff |   |
| <b>Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</b>   |           |  |   |
| 134.135 Expedite investigation and take action on allegations of complicity of British military personnel in the ill-treatment of civilians and detainees overseas (Kenya);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                          | Supported | D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment<br>D26 Conditions of detention<br><b>Affected persons:</b><br>- persons deprived of their liberty   | Not implemented. The Overseas Operations (Service Personnel) Act 2021 reduced the time limit for civil actions relating to human rights abuses in overseas military operations.                     |
| <b>Theme: D26 Conditions of detention</b>  |           |  |   |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|-----------|---|--|
| 134.158 Take concrete measures to reduce the current and future prison population, as well as to improve prisoner safety (Serbia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | D26 Conditions of detention<br><b>Affected persons:</b><br>- persons deprived of their liberty  | No comment.                                    |
| 134.159 Initiate a prison reform plan to improve the deteriorating conditions in United Kingdom prisons, including addressing the increase in homicides and assaults (United States of America);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3            | Supported | D26 Conditions of detention<br><b>Affected persons:</b><br>- persons deprived of their liberty  | No comment.                                    |
| 134.160 Review current prison safety and conditions and consider developing an action plan to address increases in self-harm and suicide as well as overcrowding in prisons in the United Kingdom (Canada);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | D26 Conditions of detention<br><b>Affected persons:</b><br>- persons deprived of their liberty  | No comment.                                    |
| 134.162 Continue its efforts to improve treatment of inmates (Japan);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | D26 Conditions of detention<br><b>Affected persons:</b><br>- persons deprived of their liberty  | No comment                                     |
| 134.137 Adherence to international standards for respect for detainees' rights and the conditions of detention (Egypt);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | D26 Conditions of detention<br>A12 Acceptance of international norms<br><b>Affected persons:</b><br>- persons deprived of their liberty | No comment                                     |
| <b>Theme: D27 Prohibition of slavery, trafficking</b>   |           |   |  |
| 134.139 Adopt a victim-centred comprehensive national framework against trafficking in persons, especially women and girls (Philippines);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br><b>Affected persons:</b><br>- women<br>- girls   |  |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|-----------|--|--|
| 134.140 Investigate thoroughly incidents of trafficking in human beings and ensure that the perpetrators are subject to proportionate punishment (Russian Federation);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |
| 134.141 Reinforce the National Referral Mechanism to identify and assist victims of human trafficking (Spain);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |
| 134.142 Adopt a comprehensive national framework to combat trafficking in women and girls (Timor-Leste);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |
| 134.143 Strengthen the national framework to combat human trafficking and ensure adequate support and protection to victims of trafficking (Uganda);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                   | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |
| 134.144 Strengthen national mechanisms to combat human trafficking, specifically of women and girls, and to support and rehabilitate its victims (Lebanon);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3            | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |
| 134.147 Continue efforts to fight human trafficking and all forms of slavery (Morocco);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation   |
|--|-----------|--|--|
| 134.145 Monitor the implementation of the 2015 modern slavery legislation, including its effectiveness in combating trafficking in women and girls (Australia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                                | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br>A41 Constitutional and legislative framework<br><b>Affected persons:</b><br>- women<br>- girls              |  |
| 134.138 Adopt a comprehensive national framework to prevent trafficking in women and girls, and allow victims of trafficking to access a fair trial (Islamic Republic of Iran);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br>D51 Administration of justice & fair trial<br><b>Affected persons:</b><br>- women<br>- girls                |  |
| 134.146 Continue strengthening the positive measures taken to combat the crime of trafficking in persons and particularly those measures concerning the protection of child victims (Bahrain);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | D27 Prohibition of slavery, trafficking<br>F31 Children: definition; general principles; protection<br><b>Affected persons:</b><br>- children          |  |
| <b>Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion</b>  |           |  |  |
| 134.85 Tackle advocacy of religious hatred including that which constitutes incitement to discrimination, hostility or violence in political discourse and in the media (Malaysia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3            | Supported | D42 Freedom of thought, conscience and religion<br>B31 Equality & non-discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- media                            |  |
| <b>Theme: D51 Administration of justice &amp; fair trial</b>   |           |  |  |
| 134.154 Ensure the accessibility of appropriate legal aid to safeguard access to justice for all, particularly for the most marginalized groups in society (Netherlands);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                      | Supported | D51 Administration of justice & fair trial<br>B51 Right to an effective remedy<br><b>Affected persons:</b><br>- general<br>- vulnerable persons/groups | Not implemented. Legal aid has not been restored in key areas, nor progress made to improve access to justice. |



| Recommendation  | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|---|-----------|--|--|
| <b>Theme: D8 Rights related to marriage &amp; family</b>  |           |  |  |
| 134.152 Provide protection to the family as a natural and fundamental unit to the society (Egypt);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | D8 Rights related to marriage & family<br><b>Affected persons:</b><br>- general  |  |
| <b>Theme: E1 Economic, social &amp; cultural rights - general measures of implementation</b>  |           |  |  |
| 134.166 Strengthen measures to foster access of vulnerable populations to public services and social and health services (Côte d'Ivoire);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation<br>E41 Right to health - General<br>S03 SDG 3 - health<br><b>Affected persons:</b><br>- general | No comment.                                    |
| <b>Theme: E21 Right to an adequate standard of living - general</b>   |           |  |  |
| 134.168 Develop clear national strategies for the eradication of the poverty of about four million children, as indicated in the United Kingdom universal periodic review summary report of the stakeholders' submissions (Syrian Arab Republic);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | E21 Right to an adequate standard of living - general<br>S01 SDG 1 - poverty<br><b>Affected persons:</b><br>- children   | No comment.                                    |
| <b>Theme: E24 Right to social security</b>  |           |  |  |
| 134.164 Provide more targeted social policies to help disadvantaged families, and in particular their children, so as to boost social mobility (Singapore);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | E24 Right to social security<br><b>Affected persons:</b><br>- children   | No comment.                                    |
| 134.163 Ensure the welfare of all segments of society in an inclusive manner, including those of migrants (Nepal);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | E24 Right to social security<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants  |  |
| <b>Theme: F12 Discrimination against women</b>  |           |  |  |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|-----------|--|--|
| <p>134.178 Pay priority attention to gender equality and discrimination against women, as well as on the grounds of race and ethnicity, and ensure the application of the principles and provisions of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination in the domestic legislation of the country (Uzbekistan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Supported | <p>F12 Discrimination against women<br/>A41 Constitutional and legislative framework<br/>B32 Racial discrimination<br/>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- women</p>   |  |
| <p>134.177 Address more effectively entrenched discriminatory practices against women in the political, economic and social spheres, particularly in terms of the gender pay gap and social security (Malaysia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>F12 Discrimination against women<br/>E24 Right to social security<br/>E32 Right to just and favourable conditions of work<br/>F14 Participation of women in political and public life<br/>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- women</p> |  |
| <p>134.176 Address the problem of discrimination against women, particularly in the labour market, with regard to the gender-based wage gap (Libya);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>F12 Discrimination against women<br/>E31 Right to work<br/>E32 Right to just and favourable conditions of work<br/>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- women</p>  |  |
| <p>134.175 With regard to the reporting mechanism on the gender pay gap, consider efficient means of following up on the reports made by the employers (Israel);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Supported | <p>F12 Discrimination against women<br/>E32 Right to just and favourable conditions of work<br/>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- women</p>  |  |

| Recommendation  | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|-----------|---|--|
| 134.179 Take necessary measures to eliminate discriminatory practices in the labour market with respect to women (Algeria);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | F12 Discrimination against women<br>E32 Right to just and favourable conditions of work<br>S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment<br><b>Affected persons:</b><br>- women |  |
| <b>Theme: F13 Violence against women</b>  |           |   |  |
| 134.188 Strengthen its legislative framework by including penal sanctions for perpetrators of acts of forced marriage and non-protection against female genital mutilation (Gabon);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | F13 Violence against women<br>A41 Constitutional and legislative framework<br><b>Affected persons:</b><br>- women   |  |
| 134.181 Adopt national legislation, especially in Northern Ireland, on domestic violence protection, that ensures all cases of domestic violence are thoroughly investigated and that perpetrators are prosecuted (Maldives);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | F13 Violence against women<br>A41 Constitutional and legislative framework<br>D29 Domestic violence<br><b>Affected persons:</b><br>- women  |  |
| 134.180 Exert more efforts to combat or to counter violence against women and girls (Libya);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | F13 Violence against women<br>D28 Gender-based violence<br><b>Affected persons:</b><br>- women  |  |
| 134.182 Ensure a holistic approach to the prevention of violence against women and girls, including harmful practices (Slovenia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | F13 Violence against women<br>D28 Gender-based violence<br><b>Affected persons:</b><br>- women  |  |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation  |
|--|-----------|--|---|
| 134.183 Combat violence against women and girls, in particular domestic violence (Sudan);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | F13 Violence against women<br>D29 Domestic violence<br><b>Affected persons:</b><br>- women   | Not met – migrant women survivors of domestic abuse still unable to access life-saving services due to immigration status and no recourse to public funds |
| 134.185 Continue its positive efforts to reduce domestic violence throughout the country (Indonesia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Supported | F13 Violence against women<br>D29 Domestic violence<br><b>Affected persons:</b><br>- women   | Not met – migrant women survivors of domestic abuse still unable to access life-saving services due to immigration status and no recourse to public funds |
| 134.187 Step up its efforts in fighting domestic violence and take measures to prevent secondary victimization and the negative impact of domestic violence on children (Czechia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | F13 Violence against women<br>D29 Domestic violence<br>F31 Children: definition; general principles; protection<br><b>Affected persons:</b><br>- women<br>- children   | Not met – migrant women survivors of domestic abuse still unable to access life-saving services due to immigration status and no recourse to public funds |
| 134.184 Continue efforts to combat discrimination on any ground and violence against women and girls (Bosnia and Herzegovina);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | F13 Violence against women<br>F12 Discrimination against women<br><b>Affected persons:</b><br>- women  | Not met – migrant women survivors of domestic abuse still unable to access life-saving services due to immigration status and no recourse to public funds |
| 134.186 Effectively fight violence against women and take substantive measures to combat sexual exploitation and sexual crimes against children (China);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                           | Supported | F13 Violence against women<br>F31 Children: definition; general principles; protection<br><b>Affected persons:</b><br>- women<br>- children  |   |
| <b>Theme: F31 Children: definition; general principles; protection</b>   |           |  |   |
| 134.191 Increase efforts to eliminate child poverty and bring domestic legislation in line with the Convention on the Rights of the Child (Hungary);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                               | Supported | F31 Children: definition; general principles; protection<br>A41 Constitutional and legislative framework<br>E21 Right to an adequate standard of living - general<br>S01 SDG 1 - poverty<br><b>Affected persons:</b><br>- children |   |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|-----------|--|--|
| 134.200 Develop and implement comprehensive multisectoral strategies on child exploitation and abuse (Timor-Leste);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                  | Supported | F31 Children: definition; general principles; protection<br>F33 Children: protection against exploitation<br><b>Affected persons:</b><br>- children                      |  |
| 134.202 Take more measures to fight against sexual exploitation of children and violence against them (Algeria);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                     | Supported | F31 Children: definition; general principles; protection<br>F33 Children: protection against exploitation<br><b>Affected persons:</b><br>- children                      |  |
| <b>Theme: F4 Persons with disabilities</b>   |           |  |  |
| 134.209 Implement measures in support of enhanced participation of people with disabilities in the workforce (Israel);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3               | Supported | F4 Persons with disabilities<br>E31 Right to work<br><b>Affected persons:</b><br>- persons with disabilities   |  |
| <b>Theme: G1 Members of minorities</b>   |           |  |  |
| 134.95 Take effective measures to address inequalities experienced by ethnic minority groups and combat discrimination (Kazakhstan);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | G1 Members of minorities<br>B31 Equality & non-discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups |  |
| <b>Theme: G4 Migrants</b>  |           |  |  |
| 134.216 Continue and strengthen the promotion of the rights of migrants residing in the United Kingdom (Morocco);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                    | Supported | G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants  |  |

| Recommendation   | Position  | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|--|-----------|---|--|
| 134.220 Revise its regulation and administrative practices in order to protect the human rights of female domestic migrant workers, in particular when their work permits are linked to the employer and they have been victims of human trafficking and work exploitation (Honduras);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Supported | G4 Migrants<br>D27 Prohibition of slavery, trafficking<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants  |  |
| 134.214 Develop social integration policies, especially for migrants and refugees (Lebanon);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Supported | G4 Migrants<br>G5 Refugees & asylum seekers<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants<br>- refugees & asylum seekers  |  |
| <b>Theme: A12 Acceptance of international norms</b>  |           |   |  |
| 134.5 Lift the reservation on article 4 of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Libya);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted     | A12 Acceptance of international norms<br>A13 Reservations<br>B32 Racial discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- general   |  |
| 134.15 Withdraw reservations from the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Pakistan);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted     | A12 Acceptance of international norms<br>A13 Reservations<br>E1 Economic, social & cultural rights - general<br>measures of implementation<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |
| 134.2 Accede to the human rights conventions and protocols to which is not yet party in order to facilitate the harmonization of the national human rights legislation across its territories (Paraguay);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted     | A12 Acceptance of international norms<br>A41 Constitutional and legislative framework<br><b>Affected persons:</b><br>- general  |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|--|--|
| 134.51 Consider accepting the Kampala Amendments to the Rome Statute of the International Criminal Court on the crime of aggression (Andorra);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3       | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>B11 International humanitarian law<br>B52 Impunity<br><b>Affected persons:</b><br>- general                                       |  |
| 134.52 Ratify the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity (Armenia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                  | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>B11 International humanitarian law<br>B52 Impunity<br><b>Affected persons:</b><br>- general                                       |  |
| 134.9 Consider ratifying the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Albania);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                                | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>D1 Civil & political rights<br>- general measures of implementation<br><b>Affected persons:</b><br>- general                      |  |
| 134.13 Ratify promptly the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, on a communications procedure (Guatemala);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>D1 Civil & political rights<br>- general measures of implementation<br><b>Affected persons:</b><br>- general                      |  |
| 134.11 Ratify the First Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Panama) (Estonia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                            | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>D1 Civil & political rights<br>- general measures of implementation<br>D23 Death penalty<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |
| 134.14 Consider ratification of the First Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Romania);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                   | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>D1 Civil & political rights<br>- general measures of implementation<br>D23 Death penalty<br><b>Affected persons:</b><br>- general |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|---|--|
| <p>134.12 Take necessary steps to allow individual complaints mechanisms under United Nations human rights treaties such as the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the International Covenant on Civil and Political Rights and the Convention on the Rights of the Child (Czechia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general<br/>- children</p> |  |
| <p>134.8 Consider ratifying the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Albania) (Chile);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p>  |  |
| <p>134.31 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Germany) (Panama) (France);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p>  |  |
| <p>134.32 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Tunisia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p>  |  |
| <p>134.33 Sign and accede to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Sierra Leone);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p>  |  |



| Recommendation  | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|---|----------|--|--|
| <p>134.34 Accede to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Iraq);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p> |  |
| <p>134.35 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance as an expression of its commitment to addressing this issue (Japan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p> |  |
| <p>134.36 Consider ratification of the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Sudan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p> |  |
| <p>134.37 Continue considering adhering to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and recognizing the competence of its supervisory body, as previously recommended (Uruguay);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p> |  |
| <p>134.38 Continue its work on accession to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Bosnia and Herzegovina);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- disappeared persons</p> |  |

| Recommendation  | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|----------|---|--|
| <p>134.7 Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Portugal);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D32 Enforced disappearances<br/>E1 Economic, social &amp; cultural rights - general measures of implementation<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general<br/>- children<br/>- disappeared persons</p> |  |
| <p>134.53 Implement the 1954 Convention on statelessness to ensure that stateless persons in Britain access British nationality (Kenya);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>D6 Rights related to name, identity, nationality</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- stateless persons</p>   |  |
| <p>134.16 Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Spain);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>E1 Economic, social &amp; cultural rights - general measures of implementation</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>   |  |
| <p>134.6 Ratify the Domestic Workers Convention, 2011 (No. 189) (Philippines);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>  |  |
| <p>134.40 Ratify the ILO Domestic Workers Convention, 2011 (No. 189) (Panama);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>  |  |
| <p>134.41 Consider ratifying the ILO Domestic Workers Convention, 2011 (No. 189) (Uruguay);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>  |  |

| Recommendation  | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|----------|---|--|
| <p>134.1 Further consider its position on accepting the right of individual petition to the United Nations beyond the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Mozambique);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F12 Discrimination against women</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- women</li> <li>- persons with disabilities</li> </ul> |  |
| <p>134.17 Ratify the third optional protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure as it reinforces and complements national and regional mechanisms (Slovakia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- children</li> </ul>                              |  |
| <p>134.18 Consider the ratification of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Georgia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- children</li> </ul>                              |  |
| <p>134.19 In order to further strengthen the fulfilment of children's rights, ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Liechtenstein);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- children</li> </ul>                              |  |

| Recommendation  | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|----------|---|--|
| <p>134.20 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Montenegro);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>                                    |  |
| <p>134.21 Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention on the Right of the Child on a communications procedure (Croatia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>                                    |  |
| <p>134.42 Ratify the Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (the Lanzarote Convention) (Slovenia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>                                    |  |
| <p>134.49 Ratify the Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Andorra);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>                                    |  |
| <p>134.50 Ratify the Convention of the Council of Europe on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Bulgaria);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>                                    |  |
| <p>134.22 Withdraw its interpretative declaration to article 1 of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict and unconditionally forbid children from taking part in hostilities (Czechia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A12 Acceptance of international norms<br/>F31 Children: definition; general principles; protection<br/>F35 Children in armed conflict</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|--|--|
| 134.39 Ratify promptly the Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169) of the International Labour Organization (Guatemala);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G3 Indigenous peoples<br><b>Affected persons:</b><br>- Indigenous peoples |  |
| 134.10 Consider ratifying the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Chile);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants                     |  |
| 134.23 Ratify promptly the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Guatemala);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants                     |  |
| 134.24 Ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Kyrgyzstan) (Philippines) (Algeria) (Egypt);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants                     |  |
| 134.25 Consider ratifying those international human rights instruments it had not yet ratified, including the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Nigeria);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants                     |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|--|--|
| 134.26 Accede to the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Sri Lanka);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants |  |
| 134.27 Accede to the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and stop the practice of arresting immigrants for unspecified periods (Syrian Arab Republic);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants |  |
| 134.28 Sign and ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Turkey);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants |  |
| 134.29 Continue considering adhering to the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Their Families, as previously recommended (Uruguay);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants |  |
| 134.30 Consider ratifying the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Bangladesh);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | A12 Acceptance of international norms<br>G4 Migrants<br><b>Affected persons:</b><br>- migrants |  |
| <b>Theme: A41 Constitutional and legislative framework</b>   |          |  |  |

| Recommendation  | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation  |
|---|----------|---|---|
| <p>134.67 Provide reassurance that any proposed British Bill of Rights would complement rather than replace the incorporation of the European Convention on Human Rights in Northern Ireland law and acknowledging this is a primary matter for the Northern Ireland Executive and Assembly — that a Bill of Rights for Northern Ireland to reflect the particular circumstances of Northern Ireland should be pursued to provide continuity, clarity and consensus on the legal framework for human rights there (Ireland);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>   | Not implemented. The proposed new Bill of Rights for the UK would undermine effective incorporation of the ECHR in domestic law.  |
| <p>134.77 Ensure that changes in the national legislation affecting the Human Rights Act do not result in weakening human rights protection mechanisms in the country (Belarus);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>   | Not implemented. The new 2021 Bill of Rights proposals would significantly weaken human rights protection mechanisms in domestic law and create a gap between those and the UK's obligations under the ECHR.  |
| <p>134.74 Continue its commitment to international human rights obligations and standards and ensure that the new bill of rights is drafted through broad-based consultations and embraces no less protection of human rights (Thailand);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p> | Not implemented. The new 2021 Bill of Rights proposals will undermine the effective incorporation of ECHR rights in domestic law, weaken commitment to that framework and reduce domestic rights protection standards. Consultation with civil society has been poor, with no engagement whatsoever before detailed proposals were presented. |

| Recommendation  | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation   |
|---|----------|--|--|
| <p>134.68 Ensure that the legislative changes, if adopted, keep the same level of human rights protection as provided by the Human Rights Act, as advised by the High Commissioner for Human Rights and the United Nations treaty bodies (Kazakhstan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A22 Cooperation with treaty bodies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p> | Not implemented. Proposed legislative changes to replace the Human Rights Act with a Bill of Rights will significantly reduce domestic rights protection levels.               |
| <p>134.69 Maintain the legal effects, scope and effectiveness of the Human Rights Act in the adoption of new legislation (Kenya);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>          | Not implemented. Proposed new Bill of Rights legislation to replace the Human Rights Act will reduce the legal impact, scope and effectiveness of domestic rights protections. |
| <p>134.70 Ensure that any legislative modification, such as the enactment of the Bill of Rights, maintains the level of protection that the current Human Rights Act guarantees (Mexico);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>          | Not implemented. The proposed legislative replacement of the Human Rights Act with a Bill of Rights will significantly reduce the level of rights protection in the UK.        |
| <p>134.71 Ensure that the proposed new Bill of Rights to replace the Human Rights Act, if adopted, does not remove or weaken any human rights protection granted under the current Act (Namibia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>          | Not implemented. The proposed new Bill of Rights will remove and significantly weaken rights protection under the current Human Rights Act.                                    |
| <p>134.72 Take all necessary steps to prevent the new British Bill of Rights from leading to a decreased level of human rights protection (Portugal);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>          | Not implemented. The new Bill of Rights proposals in 2021 will significantly decrease the level of human rights protection in the UK.  |



| Recommendation  | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation   |
|---|----------|--|--|
| <p>134.73 Ensure that any possible reform of the 1998 Human Rights Act has no impact on the scope of protection or the access to the remedies under the European Convention on Human Rights (Switzerland);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>                    | Not implemented. The proposals in the new Bill of Rights include replacing incorporated ECHR rights with less protective domestic rights, severing the legislative link with the Strasbourg Court and significantly reducing both the scope of protection and remedies available to victims in the UK.                       |
| <p>134.75 Make sure that, in case the proposals for a British Bill of Rights are realized, the current level of human rights protection provided by the Human Rights Act of 1998 is maintained and improved (Ukraine);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>                    | Not implemented. The new 2021 proposals for a Bill of Rights will significantly reduce the level of human rights protection well below that provided by the Human Rights Act 1998.   |
| <p>134.78 In the context of the withdrawal from the European Union, ensure that human rights achievements are preserved in the future framework of human rights protection in the United Kingdom and the future status of European citizens residing in the United Kingdom (France);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                 | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A43 Human rights policies</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general<br/>- non-citizens</p> | Not implemented. The UK explicitly cut out the EU Charter of Fundamental Rights and general principles of EU law from the body of domestically maintained EU law after withdrawal. The proposed new framework for domestic human rights legislation will further reduce protections and resile from achievements to date.    |
| <p>134.76 Carry out extensive consultations with civil society related to the repeal of the 1998 Human Rights Act. In view of the process of leaving the European Union, ensure that any new legislation aims at strengthening human rights in the entire jurisdictions of the country (Uzbekistan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>A61 Cooperation with civil society</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>           | Not implemented. No proper consultation was initiated in developing the new Bill of Rights proposals presented to the public in 2021, with only a short inadequate period afterwards for comment. In the process of leaving the EU, the key human rights protections from EU law were explicitly excluded from domestic law. |

| Recommendation  | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|---|----------|--|--|
| <p>134.58 Further incorporate the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination into domestic law (Greece);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>B32 Racial discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>   |  |
| <p>134.61 Incorporate the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination into the domestic law to ensure direct and full application of the principles and provisions of the Convention (Uganda);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                     | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>B32 Racial discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>   |  |
| <p>134.64 Ensure that the principles and provisions of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination are directly and fully applicable under domestic law in all territories of the United Kingdom (Kyrgyzstan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>B32 Racial discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>   |  |
| <p>134.56 Guarantee the applicability of the principles and doctrines of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination in its national legislation of the United Kingdom regions (Iraq);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                         | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>B32 Racial discrimination<br/>A42 Institutions &amp; policies - General</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul> |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|--|--|
| <p>134.59 Establish effective coordination and monitoring structures to ensure Convention on the Rights of the Child implementation across national and local governments (Kazakhstan);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>             | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>  |  |
| <p>134.60 Integrate fully the principles and provisions of the Convention on the Rights of the Child into its domestic law (Slovakia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>  |  |
| <p>134.65 Speed up the adjustment of national legislation to the Convention on the Rights of the Child, both at State and autonomous regions levels (Chile);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>  |  |
| <p>134.66 Ensure the inclusion of all stakeholders in the drafting and adoption of the British Bill of Rights, in particular representatives of the poor, minorities and vulnerable groups (Haiti);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>A41 Constitutional and legislative framework<br/>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general<br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> |  |
| <p><b>Theme: A43 Human rights policies</b></p>   |          |  |  |

| Recommendation  | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation                                 |
|---|----------|--|--|
| 134.226 Urge the United Kingdom to take appropriate measures, including completion of the decolonization process of Mauritius and respect the legitimate right of resettlement of the Chagossians, aimed at bringing the United Kingdom into full compliance with its human rights obligations (Mauritius);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | A43 Human rights policies<br><b>Affected persons:</b><br>- general   |  |
| <b>Theme: A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</b>  |          |  |  |
| 134.79 Adopt a national action plan on human rights (Sudan);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)<br><b>Affected persons:</b><br>- general                                    | Not implemented. No steps have been taken to introduce this positive proposal. |
| <b>Theme: A47 Good governance</b>   |          |  |  |
| 134.155 Continue to intensify efforts and take necessary measures with a view to carrying out the repatriation of illicit funds and proceeds of corruption to their countries of origin and to ensure cooperation with requesting States (Nigeria);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | A47 Good governance<br><b>Affected persons:</b><br>- general   |  |
| <b>Theme: B31 Equality &amp; non-discrimination</b>   |          |  |  |
| 134.107 Take steps to curb incitement of hatred by some British tabloid newspapers, in line with the country's obligations under national and international law (Republic of Korea);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | B31 Equality & non-discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation   |
|--|----------|--|--|
| <p>134.109 Take measures to curb incitements of hatred in the British mass media, in line with international standards (Russian Federation);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> |  |
| <p>134.119 Conduct a full review of the effectiveness of the 2016 Hate Crime Action Plan, and review approaches by criminal justice agencies under the current legal framework in order to address reports of increasing hate crime in the United Kingdom (Canada);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p> |  |
| <p>134.124 End discrimination against same-sex couples in Northern Ireland by bringing the relevant law into line with other parts of the United Kingdom (Iceland);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>          | <p>Same-sex marriage in Northern Ireland has been legal since 13 January 2020, following the enactment of the Northern Ireland (Executive Formation etc) Act 2019.</p> |
| <p>134.165 Simplify, harmonize and reinforce the current legal norms on equality in favour of those most vulnerable (Bolivarian Republic of Venezuela);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>   |  |

| Recommendation  | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation   |
|---|----------|---|--|
| <p>134.82 Exert all its efforts, in law and practice, to combat racism, xenophobia and Islamophobia, and to eliminate all forms of discrimination against migrants, and to avoid subjecting asylum seekers and stateless persons to prolonged and/or repeat unlawful detention (Islamic Republic of Iran);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>B32 Racial discrimination<br/>D6 Rights related to name, identity, nationality<br/>G4 Migrants<br/>G5 Refugees &amp; asylum seekers</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- migrants</li> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> <li>- refugees &amp; asylum seekers</li> <li>- stateless persons</li> </ul> |  |
| <p>134.125 Review its Equality Act in relation to gender identity and the rights of intersex persons in the context of rights to health services (Australia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>E41 Right to health - General</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</li> </ul>   |  |
| <p>134.169 Further strengthen its 'Equality Act', in particular, to provide better health services to groups in vulnerable situations including migrants (Sri Lanka);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>E41 Right to health - General<br/>G4 Migrants<br/>S03 SDG 3 - health</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- migrants</li> </ul>  |  |
| <p>134.89 Elaborate a general strategy, in consultation with members of the Gypsy, Traveller and Roma communities, to ensure a systematic and coherent approach to address the problems that such communities continue to face, including discrimination and stigmatization (Guatemala);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                   | Noted    | <p>B31 Equality &amp; non-discrimination<br/>G1 Members of minorities</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</li> </ul>   | <p>Not implemented. Police Crime and Sentencing Bill sections to restrict unauthorised encampments will further entrench discrimination against\ Gypsy Traveller and Roma communities.</p> |
| <p><b>Theme: B32 Racial discrimination</b></p>  |          |   |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|--|--|
| 134.88 Take further measures to combat racism and xenophobia and incorporate the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination into domestic laws (China);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                             | Noted    | B32 Racial discrimination<br>A41 Constitutional and legislative framework<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups |  |
| <b>Theme: B51 Right to an effective remedy</b>   |          |  |  |
| 134.227 Apologize to the peoples and the countries it colonized or it attacked and provide financial compensation to the peoples of these countries (Syrian Arab Republic).<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | B51 Right to an effective remedy<br><b>Affected persons:</b><br>- general  |  |
| <b>Theme: B52 Impunity</b>   |          |  |  |
| 134.156 Increase the necessary resources to the service of the Coroner to allow him to carry out impartial, swift and effective investigations on all the deaths linked to the conflict in Northern Ireland (Switzerland);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | B52 Impunity<br><b>Affected persons:</b><br>- general  |  |
| <b>Theme: B54 Transitional justice</b>   |          |  |  |
| 134.157 Continue negotiations on transitional justice issues and implement transitional justice elements of the Stormont House Agreement (Australia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | B54 Transitional justice<br><b>Affected persons:</b><br>- general  |  |
| <b>Theme: B6 Business &amp; Human Rights</b>   |          |  |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|---|--|
| 134.153 Consider aligning its corporate criminal liability regime with international human rights law in order to ensure accountability and effective remedy for victims of serious human rights abuses involving the operations of United Kingdom companies abroad (Namibia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | B6 Business & Human Rights<br>B51 Right to an effective remedy<br><b>Affected persons:</b><br>- general   | Not implemented                                |
| <b>Theme: B71 Human rights and the environment</b>   |          |   |  |
| 134.126 Adopt a rights-based approach to its forthcoming Emissions Reduction Plan (Maldives);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | B71 Human rights and the environment<br><b>Affected persons:</b><br>- general   | Not implemented                                |
| 134.127 Enact legislation to ensure accountability on human rights violations and environmental damages resulting from global operations of United Kingdom companies (Philippines);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | B71 Human rights and the environment<br>A41 Constitutional and legislative framework<br>B51 Right to an effective remedy<br><b>Affected persons:</b><br>- general | Not implemented                                |
| <b>Theme: B8 Human rights &amp; counter-terrorism</b>  |          |   |  |
| 134.129 Establish an evaluation mechanism of the antiterrorist strategy that takes into account the observations made by special procedures and treaty bodies, and that evaluates its human rights implications (Mexico);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | B8 Human rights & counter-terrorism<br><b>Affected persons:</b><br>- general  | Not implemented.                               |



| Recommendation   | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|---|--|
| 134.130 In the context of the fight against terrorism, that the use of force be in line with the United Nations Charter and international human rights law and with due respect for the necessity and proportionality criteria (Peru);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | B8 Human rights & counter-terrorism<br><b>Affected persons:</b><br>- general  | Not implemented.                               |
| 134.131 Ensure that the planned counter-extremism bill is in compliance with international law and does not single out certain organizations on the stereotypical assumption, based on general characteristics such as religion and the predominant race of the membership of the organization (State of Palestine);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | B8 Human rights & counter-terrorism<br>D42 Freedom of thought, conscience and religion<br>A41 Constitutional and legislative framework<br><b>Affected persons:</b><br>- general | Not implemented.                               |
| <b>Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</b>   |          |   |  |
| 134.136 Enact a complete prohibition of all forms of torture into the 1988 Criminal Justice Act, including removals of so-called "escape clauses" (Republic of Korea);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment<br>A41 Constitutional and legislative framework<br><b>Affected persons:</b><br>- general                   |  |
| <b>Theme: D26 Conditions of detention</b>  |          |   |  |
| 134.161 Revoke the blanket ban on prisoners' exercise of their right to vote, in order to comply with the rulings of international courts on this matter (Czechia);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | D26 Conditions of detention<br>D7 Right to participation in public affairs and right to vote<br><b>Affected persons:</b><br>- persons deprived of their liberty                 |  |
| <b>Theme: D43 Freedom of opinion and expression</b>  |          |   |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation  |
|--|----------|---|---|
| 134.86 Stop the pressure on mass media, including by closing their bank accounts (Russian Federation);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | D43 Freedom of opinion and expression<br><b>Affected persons:</b><br>- media  |   |
| <b>Theme: D46 Right to private life, privacy</b>   |          |   |   |
| 134.148 Strengthen the protection of citizens and the right to privacy in the Investigatory Powers Bill of 2016 (Haiti);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | D46 Right to private life, privacy<br><b>Affected persons:</b><br>- general   | Not implemented.  |
| 134.151 Consider the revision of the Investigatory Powers Act 2016 with a view to protecting the right to privacy, including by prohibiting mass surveillance activities and the collection of communications data without warrants (Brazil);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3          | Noted    | D46 Right to private life, privacy<br><b>Affected persons:</b><br>- general   | Not implemented. The Act remains in place.  |
| 134.149 Bring all legislation concerning communication surveillance in line with international human rights standards and especially recommends that all communications surveillance requires a test of necessity and proportionality (Liechtenstein);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | D46 Right to private life, privacy<br>A41 Constitutional and legislative framework<br><b>Affected persons:</b><br>- general | Not implemented. The Investigatory Powers Act 2016 continues to permit rights abusive surveillance. |
| 134.150 Ensure that the regulation on surveillance does not violate the right to privacy, intimacy and freedom of expression of its citizens (Paraguay);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | D46 Right to private life, privacy<br>D43 Freedom of opinion and expression<br><b>Affected persons:</b><br>- general        | Not implemented. The Investigatory Powers Act 2016 continues to permit rights abusive surveillance. |
| <b>Theme: E24 Right to social security</b>   |          |   |   |

| Recommendation   | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|---|--|
| <p>134.167 As a follow-up to the recommendations contained in A/HRC/21/9, paras. 110.39 and 110.103, consider along with stakeholders the possibility of a universal basic income to replace the existing social protection system (recommendations 110.39 and 110.103 of the second cycle) (Haiti);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>          | Noted    | <p>E24 Right to social security</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- general</p>   |  |
| <b>Theme: E43 Access to sexual and reproductive health and services</b>  |          |   |  |
| <p>134.170 Ensure that the law governing access to abortion in Northern Ireland fully complies with international human rights law, by decriminalizing abortion and ensuring access to abortion in cases of severe and fatal fetal anomalies and where the pregnancy is a result of rape or incest (Iceland);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>E43 Access to sexual and reproductive health and services</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>E41 Right to health - General</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- women</p>                                   |  |
| <p>134.172 Ensure that the law governing access to abortion in Northern Ireland fully complies with international human rights law, by decriminalizing abortion and ensuring access to abortion in cases of severe and fatal fetal anomalies and where the pregnancy is a result of rape or incest (Sweden);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>E43 Access to sexual and reproductive health and services</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>F13 Violence against women</p> <p>E41 Right to health - General</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- women</p> |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|--|--|
| 134.173 Encourage the devolved government of Northern Ireland to align its legal framework on sexual and reproductive health and rights, and its reproductive health services, with the rest of the United Kingdom (Canada);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3       | Noted    | E43 Access to sexual and reproductive health and services<br>E41 Right to health - General<br><b>Affected persons:</b><br>- women  |  |
| 134.171 Take necessary measures to provide reproductive health-care services for women and girls in line with its Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women obligations (Myanmar);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                | Noted    | E43 Access to sexual and reproductive health and services<br>E41 Right to health - General<br>F12 Discrimination against women<br><b>Affected persons:</b><br>- women    |  |
| <b>Theme: F31 Children: definition; general principles; protection</b>   |          |  |  |
| 134.189 Place children's rights at the centre of climate change adaption and mitigation strategies by mainstreaming child-sensitive risk and vulnerability reduction strategies into its National Adaptation Programme (Maldives);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | F31 Children: definition; general principles; protection<br>B73 Human rights and climate change<br>S13 SDG 13 - climate change<br><b>Affected persons:</b><br>- children |  |
| 134.203 Abolish the life sentence for minors, in conformity with the Convention on the Rights of the Child (Paraguay);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | F31 Children: definition; general principles; protection<br>D51 Administration of justice & fair trial<br><b>Affected persons:</b><br>- children                         |  |
| 134.204 Consider abolishing the mandatory imposition of life imprisonment for offences committed by children under the age of 18 (Greece);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | F31 Children: definition; general principles; protection<br>D51 Administration of justice & fair trial<br><b>Affected persons:</b><br>- children                         |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|--|--|
| 134.205 Raise the minimum age of criminal responsibility in accordance with acceptable international standards and abolish the mandatory imposition of life imprisonment for offences committed by children under the age of 18 (Albania);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | F31 Children: definition; general principles; protection<br>D51 Administration of justice & fair trial<br><b>Affected persons:</b><br>- children   |  |
| 134.206 Consider revising the minimum age of criminal responsibility (Peru);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | F31 Children: definition; general principles; protection<br>D51 Administration of justice & fair trial<br><b>Affected persons:</b><br>- children   |  |
| 134.207 In line with the recommendations of the Committee on the Rights of the Child, consider the possibility of increasing the age of criminal responsibility in line with accepted international standards (Belarus);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                   | Noted    | F31 Children: definition; general principles; protection<br>D51 Administration of justice & fair trial<br><b>Affected persons:</b><br>- children   |  |
| 134.208 Raise the minimum age of criminal responsibility in accordance with acceptable international standards (Bulgaria);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | F31 Children: definition; general principles; protection<br>D51 Administration of justice & fair trial<br><b>Affected persons:</b>   |  |
| 134.192 Increase government efforts to eradicate child poverty, and in this regard undertake an assessment of the impact of the welfare reform on children from disadvantaged families (Kazakhstan);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                                       | Noted    | F31 Children: definition; general principles; protection<br>E21 Right to an adequate standard of living - general<br>E24 Right to social security<br>S01 SDG 1 - poverty<br><b>Affected persons:</b><br>- children |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|---|--|
| <p>134.193 In all devolved administrations, overseas territories and Crown dependencies, prohibit all corporal punishment in the family, including through the repeal of all legal defences, such as “reasonable chastisement” (Liechtenstein);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |
| <p>134.194 Ensure that corporal punishment is explicitly prohibited in all schools and educational institutions and all other institutions and forms of alternative care (Liechtenstein);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |
| <p>134.195 Prohibit corporal punishment in all settings, including the family (Ireland);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |
| <p>134.196 Reconsider its position on the legality of corporal punishment of children (Mongolia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |
| <p>134.197 Ban corporal punishment of children to ensure the full protection and freedom from violence for all children (Sweden);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|--|----------|---|--|
| <p>134.198 Consider prohibiting corporal punishment against children and ensure that it is explicitly prohibited in all schools and educational institutions, and all other institutions and forms of alternative care (Croatia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |
| <p>134.199 Take further actions in protecting the rights of the child by prohibiting all corporal punishment of children as required by the Convention on the Rights of the Child (Estonia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                                      | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |
| <p>134.201 Complete the investigation on numerous cases of sexual violence against children perpetrated by the high-level officials and bring the perpetrators to justice (Russian Federation);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>                                   | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>F32 Children: family environment and alternative care</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p> |  |
| <p>134.190 Reviewing the laws on immigration in Britain in order to comply with the Convention on the Rights of the Child (Syrian Arab Republic);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>G4 Migrants</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children</p>   |  |
| <p>134.213 Review the 2016 Immigration Act in order to ensure its compatibility with the Convention on the Rights of the Child (Honduras);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p>G4 Migrants</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children<br/>- migrants</p>                            |  |
| <b>Theme: G1 Members of minorities</b>   |          |   |  |

| Recommendation   | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation      |
|--|----------|--|---|
| 134.91 That the State and devolved governments collaborate in the approval of an integration strategy for Gypsies, Travellers and Roma people in all the United Kingdom (Bolivarian Republic of Venezuela);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3        | Noted    | G1 Members of minorities<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups                                      |   |
| 134.93 Develop a plan of action to implement the activities of the Decade of People of African Descent, which would, inter alia, address concerns of racial profiling of people of African Descent (Sierra Leone);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | G1 Members of minorities<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups                                      |   |
| 134.94 Develop a comprehensive strategy to address inequalities experienced by ethnic minorities (Sierra Leone);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3   | Noted    | G1 Members of minorities<br>B31 Equality & non-discrimination<br><b>Affected persons:</b><br>- minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups | See section in submission on racial discrimination. |
| <b>Theme: G3 Indigenous peoples</b>  |          |  |   |
| 134.210 Enable indigenous peoples in the territories they occupy to exercise their right to self-determination, in conformity with the Charter of the United Nations (Syrian Arab Republic);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3                       | Noted    | G3 Indigenous peoples<br>B21 Right to self-determination<br><b>Affected persons:</b><br>- Indigenous peoples   |   |
| 134.212 Stop the forced evictions of indigenous peoples in the territories under occupation (Syrian Arab Republic);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3  | Noted    | G3 Indigenous peoples<br>E23 Right to adequate housing<br><b>Affected persons:</b><br>- Indigenous peoples   |   |
| <b>Theme: G4 Migrants</b>  |          |  |   |



| Recommendation  | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|----------|---|--|
| <p>134.217 Introduce a general statutory time limit on immigration detention and ensure such detention is not used in the case of vulnerable individuals or groups (Germany);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>G4 Migrants</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- migrants</p>   |  |
| <p>134.219 Like other European countries, set a statutory time limit for immigration detention and ensure that children are not subjected to such detention (Bangladesh);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>G4 Migrants</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- migrants</p>   |  |
| <p>134.218 Incorporate a prohibition to indefinite detention of migrants in the 2016 Declaration on Immigration and search for alternatives to detention (Mexico);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>G4 Migrants</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- migrants</p>   |  |
| <p>134.215 Take steps to revise the legislation on immigration by introducing time limits for the detention of migrants and asylum seekers, as well as considering revising the changes introduced to visas for foreign spouses based on income criteria (Brazil);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>G4 Migrants</p> <p>G5 Refugees &amp; asylum seekers</p> <p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- migrants<br/>- refugees &amp; asylum seekers</p> |  |
| <p><b>Theme: G5 Refugees &amp; asylum seekers</b></p>   |          |   |  |

| Recommendation  | Position | Full list of themes  | Assessment/comments on level of implementation |
|---|----------|--|--|
| <p>134.224 Implement the recommendations of the Working Group on Arbitrary Detention and the Human Rights Committee regarding the detention of asylum seekers, including political asylum, and guarantee the full enjoyment of their right to freedom of movement and full and immediate access to independent medical personnel and legal representation (Ecuador);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p> | Noted    | <p>G5 Refugees &amp; asylum seekers<br/>D32 Enforced disappearances<br/>D41 Freedom of movement</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- refugees &amp; asylum seekers</p>  |  |
| <p>134.222 Reform its directive on family reunification to establish specifically family reunification for child asylum seekers relocated to the United Kingdom or who have been recognized as refugees (Honduras);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>  | Noted    | <p>G5 Refugees &amp; asylum seekers<br/>D8 Rights related to marriage &amp; family</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- refugees &amp; asylum seekers</p>   |  |
| <p>134.223 Take the necessary measures to guarantee the exercise of the right to family reunification of unaccompanied children recognized as refugees or resettled (Argentina);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>G5 Refugees &amp; asylum seekers<br/>D8 Rights related to marriage &amp; family<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children<br/>- refugees &amp; asylum seekers</p> |  |
| <p>134.221 Improve on the United Kingdom's Immigration Act 2016 dealing with refugees to be compatible with United Nations Human Rights Conventions, particularly the Convention on the Rights of the Child (Indonesia);</p> <p><b>Source of position:</b><br/>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3</p>   | Noted    | <p>G5 Refugees &amp; asylum seekers<br/>F31 Children: definition; general principles; protection</p> <p><b>Affected persons:</b><br/>- children<br/>- refugees &amp; asylum seekers</p>  |  |
| <b>Theme: G7 Stateless persons</b>  |          |  |  |

| Recommendation  | Position | Full list of themes   | Assessment/comments on level of implementation |
|---|----------|---|--|
| 134.225 Categorize statelessness as a protection status and provide stateless persons expedited and affordable access to British nationality (Hungary);<br><b>Source of position:</b><br>A/HRC/36/9/Add.1 - Para. 3 | Noted    | G7 Stateless persons<br>D6 Rights related to name, identity, nationality<br><b>Affected persons:</b><br>- stateless persons |  |

1 Voir *United Kingdom: Weakening Protections: Amnesty International submission for the UN Universal Periodic Review – 27th Session of the UPR Working Group, 13 janvier 2017* <https://www.amnesty.org/en/documents/eur45/5488/2017/en/>.

2 UK Government Policy Paper, *Addressing the Legacy of Northern Ireland's Past*, 14 juillet 2021 <https://www.gov.uk/government/publications/addressing-the-legacy-of-northern-irelands-past>.

3 Dans ce pays, le mariage entre personnes de même sexe est légal depuis le 13 janvier 2020, date de l'entrée en vigueur de la Loi de 2019 relative à la formation de l'exécutif en Irlande du Nord. Vous trouverez plus loin dans ce document des informations sur l'accès à l'avortement.

4 Voir <https://www.gov.uk/government/consultations/human-rights-act-reform-a-modern-bill-of-rights/human-rights-act-reform-a-modern-bill-of-rights-consultation>.

5 La protection des droits au Royaume-Uni a commencé à s'amenuiser dès que le pays a quitté l'Union européenne (UE). L'État a décidé de supprimer la Charte des droits fondamentaux de l'UE des dispositions du droit européen qu'il aurait dû incorporer en bloc dans le droit national en 2018. (Voir, en particulier, l'exception concernant la Charte des droits fondamentaux à l'article 5, paragraphe 4, de la Loi de 2018 relative au retrait de l'UE, qui a maintenu par ailleurs l'intégration des autres textes du droit européen dans le droit national.) Cette décision était en partie justifiée par le fait que l'État comptait sur l'effet de continuité du droit national relatif à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) que devait permettre d'assurer la Loi relative aux droits humains, au mépris de la protection plus générale que la Charte offrait.

6 Voir les propositions au paragraphe 316 du document relatif à la consultation sur la déclaration des droits. Nous ignorons pour l'instant s'il s'agit d'une proposition tendant à ce que le Parlement se prononce contre l'application de telles décisions ou d'autre chose.

7 Résolution 48/134 de l'Assemblée générale des Nations unies.

8 GANHRI Sub-Committee on Accreditation Report, October 2021 [https://ganhri.org/wp-content/uploads/2021/12/SCA-Report-October-2021\\_FR.pdf](https://ganhri.org/wp-content/uploads/2021/12/SCA-Report-October-2021_FR.pdf) et lettre à Amnesty International Royaume-Uni d'Alyson Kilpatrick, commissaire en chef, au sujet du report du statut « A » de la NIHR, 26 novembre 2021.

9 Accord de Belfast, 1998, <https://www.gov.uk/government/publications/the-belfast-agreement>.

10 Projet de loi de 2022 relatif au réexamen par une autorité judiciaire et aux tribunaux et <https://www.amnesty.org.uk/files/UN%20Period%20Review%20May%202017.pdf> (voir page 7). Ce texte introduit une présomption en faveur de recours sans effet rétroactif lorsqu'une personne obtient gain de cause devant la justice après avoir démontré que l'État avait agi illégalement. Cela signifie que les tribunaux considèrent ces actes illégaux comme valables, ce qui ôte toute latitude au pouvoir judiciaire et permet de fait à l'exécutif d'échapper à l'obligation de rendre des comptes. Les victimes de violations des droits humains pourraient alors ne pas avoir accès à un recours effectif.

11 Voir la communication d'Amnesty International au sujet du dernier EPU, à l'adresse <https://www.amnesty.org.uk/files/UN%20Period%20Review%20May%202017.pdf> (voir page 7).

12 Au moment de la rédaction du présent document, le texte était en passe d'achever son parcours parlementaire.

13 Le texte prévoit de nouveaux pouvoirs policiers et ministériels qui restreindraient les rassemblements aussi bien statiques que mobiles, y compris les manifestations ne concernant qu'une personne. Il alourdit également les sanctions pénales infligées aux personnes qui organisent ces rassemblements ou y participent, et crée une nouvelle infraction pénale applicable à toute personne « n'étant pas censée ignorer » que des restrictions avaient été mises en place. Grâce à ce texte, les ministres pourront aussi émettre des règlements dans ces domaines par l'intermédiaire d'une législation secondaire. Des pouvoirs subjectifs, flous et vastes comme ceux-ci sont intrinsèquement susceptibles de donner lieu à des interprétations extrêmement diverses, des résultats discriminatoires, des abus et des détournements. Dans son observation générale n° 37 (2020) sur le droit de réunion pacifique (article 21), le Comité des droits de l'homme dispose : « Les États parties ne devraient pas s'appuyer sur une définition vague de la notion d'« ordre public » pour justifier des restrictions trop larges du droit de réunion pacifique. Il peut arriver qu'en raison de l'effet perturbateur recherché ou inhérent à la nature même de certains rassemblements pacifiques, un degré de tolérance important soit nécessaire. »

14 Les orientations sont lacunaires, notamment sur les points suivants : exposition prolongée, utilisation en association avec d'autres types de force et conséquences pour des groupes de population vulnérables comme les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les personnes présentant des problèmes de santé mentale, ainsi que les personnes noires, asiatiques ou appartenant à d'autres minorités ethniques.

15 Deux cas en particulier, lors desquels une personne a trouvé la mort, ont mis en lumière les risques liés à une utilisation abusive de ces armes à décharges électriques. En janvier 2020, une enquête a conclu qu'un pistolet à impulsions électriques, activé pendant 43 secondes au total, avait joué un rôle dans la mort de Marc Cole. En juin 2021, un jury a déclaré un policier coupable de l'homicide illégal de Dalian Atkinson, un ancien footballeur professionnel noir : celui-ci avait été roué de coups, notamment de pied, et plusieurs décharges électriques lui avaient été infligées pendant 33 secondes. Dans ces deux affaires, les décharges multiples et excessives (dépassant le cycle par défaut de 5 secondes) et associées à d'autres types de force ont été considérées comme un facteur ayant contribué à la mort. La mort de Dalian Atkinson a continué de mettre au jour les discriminations raciales aiguës dans l'utilisation des pistolets à impulsions électriques, les statistiques du ministère de l'Intérieur pour 2019-2020 ayant montré que les personnes noires risquaient huit fois plus que les personnes blanches d'être la cible d'un pistolet à impulsions électriques (à distance ou par contact direct), voir <https://news.npcc.police.uk/releases/disproportionality-in-police-use-of-taser-independent-panel-chair-announced>. Voir aussi <https://www.northants.police.uk/news/northants/news/news/2019/august-19/northamptonshire-police-is-the-first-police-force-in-the-country-to-arm-all-frontline-officers-with-tasers/>.

16 Une nouvelle infraction consistant à entrer ou à séjourner dans une zone donnée (déterminée par le secrétaire d'État) à l'étranger a été introduite, sans que soient prévues les exceptions qui s'imposent dans le cas de jeunes ayant été manipulés ou de personnes entrant sur le territoire en question pour recueillir des informations sur des atteintes aux droits humains (un amendement tardif de la Chambre des Lords a ajouté une exception pour les travailleuses et travailleurs humanitaires). Le texte a également élargi les infractions liées à l'expression : i) en abaissant le seuil de pénalisation de l'infraction intitulée « invitation à prêter un appui à une organisation interdite » de façon à inclure l'imprudience parmi les critères qui déterminent si les propos en question encouragent quiconque à soutenir une telle organisation ; et ii) en interdisant la publication en ligne d'une image d'un quelconque élément (même s'il se trouve au domicile d'une personne) qui, en l'occurrence, permet de soupçonner que la personne puisse être partisane ou membre d'une organisation proscrite. Ces faits nouveaux vont à l'encontre du soutien affiché du Royaume-Uni à la

INDEX : EUR 45/5421/2022

MARS 2022

LANGUE : FRANÇAIS

**amnesty.org**



recommandation 134.62 (Botswana) formulée lors du dernier EPU, selon laquelle toute nouvelle loi, y compris antiterroriste, doit respecter ces obligations. La Loi étend également le cadre déjà problématique des arrestations et détentions dans les ports et aux frontières, aux termes de l'annexe 7 de la Loi de 2000 relative à la lutte contre le terrorisme, aux « activités étatiques hostiles ».

17 En supprimant les principaux garde-fous et restrictions qui devraient encadrer cet exercice laissé à la discrétion de l'administration, et qui peut avoir de lourdes conséquences, la Loi a abaissé les normes relatives à l'administration de la preuve pour ces ordonnances, levé la limite du nombre de fois où il est possible de les imposer sur la base des mêmes éléments de preuve (qui sont de moins en moins actuels) et éliminé la restriction du nombre d'heures pendant lesquelles une personne peut être placée sous couvre-feu (assignation à résidence). Voir Amnesty International Royaume-Uni, *Counter-Terrorism and Sentencing Bill 2019-21 Submission to the Public Bill Committee*, <https://publications.parliament.uk/pa/cm5801/empub/CounterTerrorism/memo/CTSB07.pdf>.

18 En outre, la procédure de contestation est insuffisante car elle permet à l'État de s'appuyer sur des documents secrets qui ne sont divulgués ni à la personne concernée, ni à l'avocat-e de son choix. Voir Amnesty International Royaume-Uni, *The Terrorism Prevention and Investigation Measures Bill 2011: Control Orders Redux*, <https://www.amnesty.org/en/documents/eur45/007/2011/en/>.

19 Voir, par exemple, Joint Committee on Human Rights, *Counter-Extremism Report*, 22 juillet 2016, <https://publications.parliament.uk/pa/it201617/jtselect/jtrights/105/105.pdf>, ainsi que la recommandation formulée par la Malaisie [134.128] à l'occasion du dernier EPU. Voir aussi *End of mission statement of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia, and related intolerance at the conclusion of her mission to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*, mai 2018, [https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Racism/SR/EndofMission\\_UK\\_2018.docx](https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Racism/SR/EndofMission_UK_2018.docx).

20 Voir le communiqué de presse intitulé *UK: NGOs Condemn appointment of William Shawcross and announce civil society-led review of Prevent*, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/02/uk-ngos-condemn-appointment-of-william-shawcross-and-announce-civil-society-led-review-of-prevent/>.

21 <https://www.gov.uk/government/publications/the-report-of-the-commission-on-race-and-ethnic-disparities>. Ce rapport a été condamné à raison par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine des Nations unies pour avoir, entre autres, aseptisé l'esclavage et nié l'existence d'un racisme institutionnel, voir <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2021/04/un-experts-condemn-uk-commission-race-and-ethnic-disparities-report>.

22 Amnesty International Royaume-Uni, *Trapped in the Matrix: Secrecy, Stigma and Bias in the Met's Gangs Matrix*, mai 2018, <https://www.amnesty.org.uk/files/2018-05/Inside%20the%20matrix.pdf?VersionId=VtHJ.NawP4favLWa0mjswpaSStRrPneB>.

23 Des Britanniques, pour la plupart noir-e-s, d'origine asiatique ou appartenant à des minorités ethniques, installés de longue date au Royaume-Uni, ont été privés à tort de leurs droits à la citoyenneté et traités comme des personnes migrantes nécessitant une autorisation pour séjourner dans le pays, ce qui a conduit à leur large exclusion de la vie sociale et politique, certaines personnes ayant même été détenues, expulsées du Royaume-Uni voire exilées ; Amnesty International, *Submission to the Windrush Lessons Learned Review*, <https://www.amnesty.org.uk/files/Resources/AIUK%20to%20Home%20Office%20Windrush%20Lessons%20Learned%20Review.pdf> ; informations émanant des autorités : <https://www.gov.uk/government/speeches/windrush-lessons-learned-review>.

24 Leurs droits à la citoyenneté britannique – comme ceux de tous et toutes – sont inscrits dans la Loi de 1981 relative à la nationalité britannique.

Notons également que, dans le même temps, les personnes – pour la plupart noires, d'origine asiatique ou appartenant à une minorité ethnique – dont la citoyenneté doit être enregistrée officiellement, rencontrent de plus en plus d'obstacles. Ces obstacles sont notamment l'obligation de régler des frais d'un montant de 1 000 livres sterling pour pouvoir exercer son droit d'enregistrement en tant que citoyen-ne britannique et l'obligation statutaire pour toute personne de 10 ans et plus de satisfaire à des critères de « bonne moralité » pour exercer ce droit, entre autres difficultés administratives. Ces difficultés sont expliquées brièvement dans le document d'information publié conjointement par Amnesty International et le Projet pour l'enregistrement des enfants en tant que citoyens britanniques (PRCBC) en vue du débat sur les droits à la citoyenneté lors de l'adoption de la Loi relative à la nationalité et aux frontières : [https://www.amnesty.org.uk/files/2022-02/NBB%20Amendment%20184%20Briefing.pdf?VersionId=4\\_wuEKzd3hzl0mY3xQQNr2lFVYcT.NYD](https://www.amnesty.org.uk/files/2022-02/NBB%20Amendment%20184%20Briefing.pdf?VersionId=4_wuEKzd3hzl0mY3xQQNr2lFVYcT.NYD).

25 Cette problématique est expliquée plus en détail dans le document d'information publié conjointement par Amnesty International et le Projet pour l'enregistrement des enfants en tant que citoyens britanniques (PRCBC) en vue du débat sur les droits à la citoyenneté lors de l'adoption de la Loi relative à la nationalité et aux frontières : [https://www.amnesty.org.uk/files/2022-01/Nationality%20and%20Borders%20Bill%20Deprivation%20Briefing.pdf?VersionId=IGSwPBNIHtUOHUoOXs\\_xUBtMMbDyMX](https://www.amnesty.org.uk/files/2022-01/Nationality%20and%20Borders%20Bill%20Deprivation%20Briefing.pdf?VersionId=IGSwPBNIHtUOHUoOXs_xUBtMMbDyMX).

En leur retirant leur citoyenneté, on empêche de fait une certaine catégorie de Britanniques, de plus en plus nombreux, de participer pleinement à la vie sociale et politique et on en fait ainsi des citoyen-ne-s de seconde zone. Cette situation n'est pas améliorée par les mesures vitales contenues dans le projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières qui rétablissent les droits à la citoyenneté de Britanniques qui en étaient privés injustement et de longue date : <https://bills.parliament.uk/bills/3023>. Voir la première partie du texte (notons cependant que des dispositions régressives qui concernent les enfants apatrides et la privation de citoyenneté figurent également dans cette partie).

26 Il est particulièrement inquiétant de constater l'assouplissement des garde-fous en matière de protection des données, dont le Commissariat à l'information a estimé qu'elles étaient généralement utilisées à mauvais escient et de manière abusive par la police et les autorités locales dans la gestion de la base de données Gangs Matrix de la police métropolitaine, <https://ico.org.uk/media/action-weve-taken/enforcement-notice/2260336/metropolitan-police-service-20181113.pdf>. Autre élément étroitement lié : les nouvelles sanctions pénales appelées « ordonnances de réduction des violences graves » (ORVG), qui autorisent le recours à des arrestations et des fouilles et introduit la notion d'entreprise conjointe, en vertu de laquelle des personnes peuvent faire l'objet d'une ORVG au motif qu'elles « auraient dû savoir » qu'une autre personne allait, par exemple, se servir d'un couteau. L'évaluation d'impact en matière d'égalité réalisée par l'État lui-même a montré que ces mesures viseraient de manière disproportionnée les membres de la communauté noire. Voir, par exemple, l'évaluation d'impact publiée le 16 décembre 2020 par le ministère de l'Intérieur, dans laquelle il est indiqué : « Certaines des interventions découlant de cette politique peuvent indirectement toucher la population noire, masculine et jeune de manière disproportionnée, car nous savons que ces groupes sont plus susceptibles d'être soupçonnés de violences graves » [traduction d'Amnesty International] (p. 28), disponible en anglais à l'adresse [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/967790/Serious\\_Violence\\_Duty\\_IA.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/967790/Serious_Violence_Duty_IA.pdf).

27 Au moment de la rédaction du présent document, le projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières était en passe d'être adopté au Parlement.

28 Parmi les dispositions les plus préoccupantes du projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières figurent celles qui érigent de fait en infraction les demandes d'asile déposées au Royaume-Uni, rendent passible de poursuites l'aide humanitaire apportée aux personnes demandeuses d'asile, y compris en mer, exemptent de toutes poursuites pénales et civiles les opérations dangereuses menées par les services de l'immigration en mer, autorisent le recours à la délocalisation du traitement des demandes d'asile comme le fait l'Australie de longue date à Nauru et sur l'île de Manus, permettent un usage élargi et généralisé de la détention et des hébergements associés à une privation de liberté dans le cadre du système d'asile, introduisent des interprétations unilatérales et illégalement restrictives de la Convention relative au statut des réfugiés, amènent les décideurs administratifs et judiciaires à considérer la crédibilité et les éléments de preuve des personnes demandeuses d'asile comme peu fiables et de faible importance, et permettent que la plupart des personnes réfugiées soient arbitrairement privées de la possibilité de jouir pleinement et au même titre que les autres personnes de leurs droits au regard de la Convention relative au statut des réfugiés et du statut qui en découle. Certaines des principales préoccupations concernant ces dispositions sont présentées dans la communication d'Amnesty International à la Commission conjointe sur les droits humains dans le cadre de l'examen législatif du projet de loi : <https://committees.parliament.uk/writtenevidence/39352/pdf/>.

29 Cela est résumé dans les observations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) sur le projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières (projet n° 141, 2021-2022), octobre 2021, paragraphes 3 à 6 : <https://www.unhcr.org/615ff04d4/unhcr-legal-observations-nationality-and-borders-bill-oct-2021>. Cette attitude troublante est illustrée par les récentes réactions des pouvoirs publics : par exemple, elle sous-tend la réaction tardive, parcellaire et insuffisante du Royaume-Uni à l'égard des personnes réfugiées d'Ukraine, qui se situe loin derrière celle de ses anciens partenaires de l'UE. Elle sous-tend aussi la réaction lente et inefficace à l'égard des personnes qui fuient le régime taliban en Afghanistan, ainsi que la réaction à l'égard du nombre relativement faible de personnes qui traversent la Manche en bateau pour demander l'asile au Royaume-Uni.

30 L'État a considérablement accentué les retards accumulés dans le cadre de la procédure d'asile en ne veillant pas à ce que les demandes d'asile soient examinées de manière juste et efficace dans un délai raisonnable, et en refusant que des personnes accèdent à la procédure d'asile au motif qu'elles seraient transférées dans d'autres pays, bien que cela soit, de façon avérée, impraticable. Amnesty International a écrit aux ministres à ce sujet en 2020 : <https://www.amnesty.org.uk/resources/amnesty-uk-letter-immigration-minister-ministers-reply-regarding-immigration-rules>.

31 Voir la communication conjointe d'Amnesty International et de Migrant Voice à la Commission publique des lois au sujet du projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières, notamment les paragraphes 11 à 15 et 41 à 43 : <https://bills.parliament.uk/publications/42865/documents/708>.

32 Cinquième partie du projet de loi relatif à la nationalité et aux frontières.

33 Tel que recommandé dans le rapport de 2019 sur l'examen indépendant de ladite Loi, il ne doit pas être permis aux entreprises de déclarer qu'elles n'ont pris aucune mesure pour lutter contre l'esclavage moderne dans leurs chaînes d'approvisionnement, comme la législation l'autorise actuellement, et les domaines de déclaration recommandés doivent devenir obligatoires. Voir le rapport final et les recommandations de l'examen indépendant de la Loi de 2015 contre l'esclavage moderne, 22 mai 2019, <https://www.gov.uk/government/publications/independent-review-of-the-modern-slavery-act-final-report>.

34 Par exemple, en juin 2019, la Cour d'appel a statué que l'octroi de licences d'exportation d'armes par le Royaume-Uni vers l'Arabie saoudite et l'utilisation de ce matériel dans le conflit au Yémen étaient illégaux, étant donné qu'il existait des éléments clairs indiquant que de graves violations du droit international avaient lieu. À la suite d'un examen des décisions d'octroi de licences d'exportation vers l'Arabie saoudite, ordonné par la justice, l'État britannique a annoncé, en juillet 2020, qu'il allait de nouveau délivrer des licences pour les exportations vers ce pays.

34 Au moment de la rédaction du présent document, la décision faisait l'objet d'un recours en justice.

35 En particulier compte tenu de la position du Royaume-Uni, qui est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de matériel et de services dans ce domaine.

36 Voir l'annexe 2, recommandation du Pérou, 134.132.

37 Contrairement à la recommandation 134.135, qui lui suggérait d'enquêter et de « prendre des mesures au sujet des allégations selon lesquelles des militaires britanniques se seraient rendus complices de mauvais traitements infligés à des civils et des personnes détenues à l'étranger » (Kenya) [traduction d'Amnesty International] (voir l'annexe 2).

38 Sur la base des éléments de preuve (partiels) qu'elle avait pu consulter, et en dépit des limites institutionnelles restreignant son indépendance, elle a conclu qu'il y avait eu des centaines de cas entre 2001 et 2010 dans lesquels des militaires britanniques avaient assisté à des mauvais traitements de personnes détenues, ou en avaient été informés et avaient continué malgré tout à communiquer aux personnes chargées des interrogatoires des informations ou des questions, ou à recevoir des renseignements de leur part. Elle a également constaté que les services de renseignement britanniques avaient approuvé et facilité le programme d'extradition des États-Unis. Rapports de l'ISC sur les mauvais traitements et l'extradition de personnes détenues, juin 2018, <https://isc.independent.gov.uk/publications/>.

39 18 juillet 2019, Hansard Col 973, <https://hansard.parliament.uk/commons/2019-07-18/debates/86F17839-026E-4F7A-9E1C-06C7219621E5/Detainees>. Dans un recours juridique contre cette décision, le tribunal a ordonné des « procédures pour documents sensibles ». Ces procédures permettent principalement au tribunal compétent d'examiner des documents secrets présentés par les autorités britanniques dans le cadre d'audiences à huis clos dont les requérants ou les appelants sont exclus. Ces documents ne sont pas divulgués à l'autre partie, à l'avocat-e de son choix ni au public, et aucun de ceux-ci n'a accès à l'audience à huis clos. Un avocat spécial est désigné pour représenter les intérêts de la partie exclue lors des séances à huis clos. Amnesty International demeure préoccupée par le recours à ce type de procédure dans de telles affaires, car elles empêchent d'amener véritablement les autorités à rendre des comptes en matière de droits humains.

40 Voir [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/818306/20190718\\_The\\_Principles\\_relativing\\_to\\_the\\_detention\\_and\\_interviewing\\_of\\_detainees\\_overseas.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/818306/20190718_The_Principles_relativing_to_the_detention_and_interviewing_of_detainees_overseas.pdf).

41 Voir les observations de l'ISC sur ces directives : [https://isc.independent.gov.uk/wp-content/uploads/2021/01/20180628\\_ISC\\_Current\\_Issues\\_Report\\_Press\\_Release.pdf](https://isc.independent.gov.uk/wp-content/uploads/2021/01/20180628_ISC_Current_Issues_Report_Press_Release.pdf).

42 <https://www.gov.uk/government/publications/the-stormont-house-agreement>.

43 <https://www.gov.uk/government/publications/addressing-the-legacy-of-northern-irelands-past>.

44 Amnesty International s'est toujours opposée sans réserve à ces propositions, y compris devant le Conseil des droits de l'homme [ONU]. Déclaration orale d'Amnesty International : *UK Government Moves to Legislate for de facto grave human rights violations committed during the Northern Ireland conflict*, 16 septembre 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/eur45/4719/2021/en/>. Des préoccupations ont été exprimées également par l'ONU et la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe : *UN experts voice concern at proposed blanket impunity to address legacy of "the Troubles" in Northern Ireland*, 10 août 2021, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2021/08/uk-un-experts-voice-concern-proposed-blanket-impunity-address-legacy> ; lettre de la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe : *UK government's legacy proposals must not undermine human rights and cut off victims' avenues to justice in Northern Ireland*, 23 septembre 2021, <https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/northern-ireland-legacy-proposals-must-not-undermine-human-rights-and-cut-off-victims-avenues-to-justice>.

45 <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2021/17/contents/enacted> et <https://www.womensaid.org.uk/what-we-do/campaigning-and-influencing/campaign-with-us/domestic-abuse-bill/>.

46 <https://www.gov.uk/government/publications/istanbul-convention-implementation-progress-report-2021/istanbul-convention-5th-progress-report-2021-accessible-web-version>. Le Royaume-Uni, reconnaissant cette lacune, a créé un fonds exceptionnel qui devait être administré par une organisation de lutte contre les violences domestiques travaillant auprès de femmes victimes. Cependant, il s'agit d'une solution à court terme, qui n'offre pas aux migrantes victimes la même protection à long terme qu'aux autres personnes, alors qu'elles en ont désespérément besoin. Par conséquent, l'article 4, paragraphe 3 de la Convention, qui concerne l'interdiction de la discrimination fondée sur le statut de migrant ou de réfugié, n'est toujours pas concrétisé, notamment parce que les migrantes continuent d'être privées du bénéfice de fonds publics.

47 Les ORVG introduites dans le cadre de la Loi de 2022 relative à la police, aux infractions, aux peines et aux tribunaux pour lutter contre les violences à l'arme blanche pourraient – dans leur version actuelle – être imposées à des femmes se trouvant dans des relations coercitives et qui, bien que n'ayant pas pris part à l'infraction présumée, seraient ainsi passibles de poursuites par association avec leur mari ou concubin.

48 <https://www.gov.uk/government/news/government-responds-to-gender-recognition-act-consultation>.

49 Cour suprême du Royaume-Uni, *In the matter of an application by the Northern Ireland Human Rights Commission for Judicial Review*, juin 2018, <https://www.supremecourt.uk/cases/uksc-2017-0131.html>. Cette position a été confirmée lors du procès intenté devant la Haute Cour siégeant à Belfast par Amnesty International et Sarah Ewart : <https://www.judiciaryni.uk/judicial-decisions/2019-niqb-88>. Voir aussi la recommandation formulée en 2018 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes [ONU], selon laquelle le gouvernement britannique devait dépénaliser l'avortement en Irlande du Nord, <https://www.gov.uk/government/publications/the-belfast-agreement>.

50 Il prévoyait ce qui suit : avortement à la demande jusqu'à la 12<sup>e</sup> semaine de grossesse ; avortement jusqu'à la 24<sup>e</sup> semaine dans les cas où la poursuite de la grossesse présenterait un plus grand risque pour la santé physique ou mentale de la personne enceinte que son interruption ; avortement sans limite de délai s'il existe un risque de mort ou de blessure permanente grave pour la personne enceinte ; avortement sans limite de délai en cas de malformation grave ou mortelle du fœtus, Loi relative à la formation de l'exécutif en Irlande du Nord, <https://bills.parliament.uk/bills/2437>.

51 <https://questions-statements.parliament.uk/written-statements/detail/2022-03-24/hcws716>.

52 Homeless Monitor 2022.